

MIGRATIONS AGRICOLES MOSSI
SOUMOUSSO (région de Bobo-Dioulasso)

Gérard REMY
2 allée de la Bergerie, 13320 Bouc Bel Air
gmremy@free.fr
Février 2006

Ce texte présente les principaux résultats d'une enquête menée en avril et mai 1970 sur les migrations Mossi dans le canton de Karankasso (Cercle de Bobo-Dioulasso), dans le cadre des activités du Centre de l'ORSTOM (devenu IRD) à Ouagadougou. Cette enquête a associé des investigations extensives sur l'ensemble du peuplement Mossi dans le canton (en partie renouvelées en 1972-73), et une étude plus approfondie des deux principaux groupements constitués par les immigrants, à Soumoussou et Ouara. Elle avait deux objectifs privilégiés:

- examiner les conditions du développement de groupements mossi dans une aire située très en avant du front des principales "terres neuves" investies par des migrants Mossi dans l'Ouest de la Haute-Volta: ce front était situé, en 1970, d'une part le long de la Volta noire, au Sud de Dédougou, d'autre part le long de la voie ferrée, au niveau de Bagassi.
- discerner les liens éventuels entre cette avancée isolée du champ migratoire Mossi et la ville de Bobo-Dioulasso, peu éloignée.

Les informations recueillies sont devenues anciennes (les noms des circonscriptions administratives n'ont pas été actualisés). Une partie d'entre elles ont été diffusées (1). Depuis, les conditions et les formes de l'implantation Mossi ont vraisemblablement changé.

L'intérêt majeur de cette enquête est sans doute d'avoir saisi ce mouvement d'implantation quelques années seulement après qu'il se soit engagé -compte non tenu de formes antérieures, limitées, de la présence d'immigrants. Les processus socio-familiaux qui animent et ordonnent les flux migratoires, les comportements économiques que manifestent les nouveaux arrivants illustrent la toute première phase de ce mouvement. Les analyses proposées peuvent être utiles à toute étude qui, pour comprendre le présent -au milieu des années 2000- de l'implantation Mossi dans la région souhaiterait apprécier ses prémisses et son évolution.

L'enquête montre aussi comment s'articulent dans un même lieu, et se renforcent, deux phénomènes migratoires distincts: d'une part, un reflux vers une campagne proche de citadins en quête de ressources vivrières; d'autre part, l'afflux d'exploitants agricoles venus directement du pays Mossi à la recherche des vastes terres et des bons rendements que leur village ne sait plus leur offrir.

Soumoussou et Ouara sont deux petits villages Tiefo voisins, distants d'une douzaine de kilomètres l'un de l'autre (cf. figure N°1). Les deux groupements Mossi qui s'y sont développés ont chacun leur "histoire". La dynamique migratoire est plus avancée dans le premier, et elle présente des aspects particuliers. Seuls les résultats des enquêtes menées à Soumoussou sont présentés ici. Nous soulignons toutefois en note les similitudes ou, au contraire, les discordances observées entre les deux groupements.

1) REMY G. *Les migrations internes Mossi. Des aires-refuges du passé aux terres neuves d'aujourd'hui.* Doc. ronéo. ORSTOM, 1975

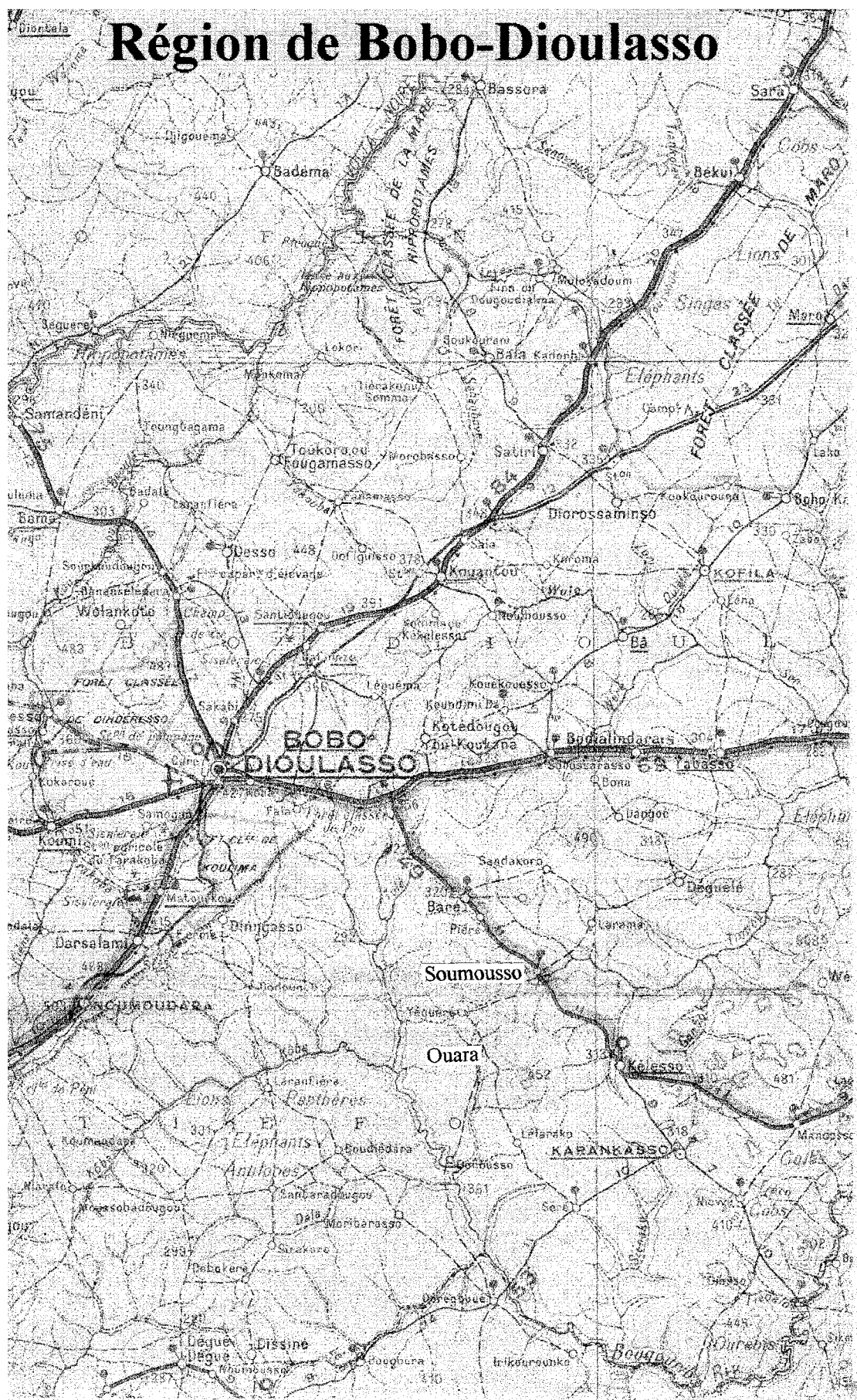


Figure N°1. Extrait Carte de l'Afrique de l'Ouest au 1/500.000° (I.G.N.) Feuille Bobo-Dioulasso

UN CARREFOUR DE COURANTS MIGRATOIRES

Bobo-Dioulasso accueille depuis longtemps déjà une colonie importante de Mossi. Ces derniers se consacrent au commerce, à l'artisanat, aux activités de service, et ils leur associent parfois l'exploitation de champs vivriers à la périphérie de la ville ou celle de jardins et vergers. Si l'on ignore l'effectif actuel de la population Mossi dans la ville, son accroissement (croît naturel non compris) est évalué à 7500 personnes pour la période 1961 à 1973 (1).

A cette colonie urbaine peuvent être reliés les divers petits noyaux de Mossi fixés, soit dans les environs immédiats de la ville, soit le long des principales routes qui convergent vers elle. Les immigrés se caractérisent aussi par leurs activités commerciales ou artisanales, mais ils sont tous également agriculteurs (travaillant parfois pour le compte d'un immigré citadin). Ils sont très instables. Les neuf établissements dénombrés en 1960 rassemblaient près de 180 personnes (selon les données administratives, sûrement inférieures à la réalité). Pendant les douze années qui suivent, sept nouveaux établissements apparaissent, trois disparaissent, quatre autres naissent puis s'effacent; l'effectif moyen des établissements demeure constant, de l'ordre de 20 à 25 personnes. Le quotient annuel de mobilité des familles immigrées est de 12-15% au cours des cinq ou six dernières années: le peuplement Mossi se renouvelle constamment. Apparue vers 1945-50, cette immigration à proximité de la ville s'est ensuite modestement développée. Après 1960, le niveau global des flux (apport migratoire et départs) évolue peu. Légèrement positif jusque 1966-67, le solde migratoire tend par la suite à devenir négatif; seul l'établissement Mossi de Kouentou (près d'une gare) croît sensiblement. Cette évolution tranche avec l'essor parfois impétueux d'autres formes d'immigration, à caractère nettement agricole, davantage à l'écart de la ville. C'est le fait remarquable du présent: depuis 1966-67 et surtout 1969-70, la région de Bobo-Dioulasso accueille d'abondants flux d'agriculteurs Mossi. Plus de 2500 sont rassemblés en 1972 dans les divers villages du périmètre aménagé de la vallée du Kou. Environ 1200-1300 résident en 1970 dans le canton de Karankasso au Sud-est de la ville. Quelques centaines sont fixés autour de la forêt classée dite de la Mare aux Hippopotames au Nord de la région.

De nombreux traits relatifs aux migrants (âge, étendue et composition des familles) et au mouvement migratoire lui-même (origine des familles au pays Mossi) distinguent nettement l'apport migratoire dans la vallée du Kou des autres formes de migrations agricoles. Pour leur part, les conditions offertes par les responsables du périmètre à l'organisation sociale et à l'activité économique des immigrés (riziculture irriguée, double saison agricole) plongent ces derniers dans un univers radicalement nouveau, aux antipodes de celui qu'ils recréent spontanément à peu de distance. Les villages riverains de la forêt classée de la Mare aux Hippopotames (Bossora,

1) Selon l'enquête par sondage menée par l'ORSTOM en 1972-73 sur les mouvements d'émigration à partir du pays Mossi.

Badema, Kadomba en particulier) sont investis à partir de 1969-70 par des familles Mossi venues des régions de Nouna et Tougan, rejointes ensuite par d'autres issues directement du Nord-ouest du pays Mossi. Ils seraient une avancée de la vaste "terre neuve" qui s'est développée tout au long de la route de Dédougou à Bondoukuy. Encore très modeste, le peuplement immigré est destiné, selon toute vraisemblance, à s'accroître rapidement. Si dans cette zone les premiers migrants sont venus d'autres aires d'implantation Mossi situées plus au Nord, l'immigration dans le canton de Karankasso a été engagée par des familles provenant de la ville de Bobo-Dioulasso.

DES GÉNÉRATIONS SUCCESSIVES D'IMMIGRANTS

Jusque 1961-62, le canton de Karankasso n'a connu que deux catégories d'immigrés Mossi: les uns sont des salariés, coupeurs de bois (pour le compte de commerçants de Bobo-Dioulasso) ou manoeuvres agricoles (également, le plus souvent, pour le compte de citadins); les autres, peu nombreux (la région est à l'écart de grands axes de communication), sont des commerçants. En 1961, l'administration ne recensait que huit familles Mossi, dispersées dans six villages (souvent les salariés ne sont pas dénombrés). Directement dérivées des migrations urbaines, généralement temporaires, ces installations ont peu influé sur les mouvements ultérieurs. Au mieux les premiers venus ont facilité les contacts des nouveaux migrants avec la population d'accueil.

L'exemple de Salam S., Mossi fixé dans le village de Kélesso, montre bien à quel point les premières installations dans le canton de Karankasso prolongent les migrations urbaines proprement dites.

Salam est originaire de Kossouka (Cercle de Séguenega). Parti très jeune au Mali, il se rend ensuite en Côte d'Ivoire (vers 1945-50) où il occupe divers emplois de salarié (dans des carrières de pierres, des entreprises forestières). Sur le chemin du retour, il s'arrête à Bobo-Dioulasso. Il est engagé comme coupeur de bois par un ami Mossi, transporteur. Son travail l'amène à se déplacer beaucoup dans toute la région. Il se fixe en 1954-55 à Kélesso à la demande de son employeur qui lui confie, d'une part la gestion d'un bar, d'autre part la responsabilité d'acheter le bois aux bûcherons et de le rassembler avant qu'il ne soit acheminé vers la ville. Il fait venir du pays Mossi un petit "frère" afin qu'il entretienne ses champs de mil.

Son employeur ayant connu des déboires, il achète un véhicule d'occasion pour transporter lui-même le bois. Son camion fait 5 à 20 voyages mensuels vers la ville. Acheté aux bûcherons 1250 à 2000 CFA selon l'importance du chargement, le bois est revendu à Bobo-Dioulasso jusqu'à 8500-9000 CFA. Mais, affirme Salam, son entreprise est déficitaire car, outre le salaire du chauffeur, il lui faut sans cesse faire face aux frais de réparation du véhicule, devenu brinquebalant. En fait, Salam compte beaucoup maintenant sur ses revenus agricoles, et il s'occupe désormais lui-même de ses champs avec l'aide de son frère. Non seulement il assure ainsi la subsistance vivrière de sa famille, mais il vend ses excédents de mil à Bobo-

Dioulasso (dix sacs en 1970, reliquat de la récolte de 1968) et, avec l'aide de manoeuvres, il produit du coton (deux hectares).

Salam a trois épouses (dont deux sont originaires du village). Il réside en permanence à Kélesso dans un vaste enclos (avec une grande case rectangulaire) au bord de la route. Il se rend fréquemment à Bobo-Dioulasso. Il va également parfois au pays Mossi où, dit-il, il retournera peut-être plus tard.

Dès les années 1955-60, mais surtout à partir de 1962-63, la partie septentrionale du canton accueille un nombre croissant d'individus, d'ethnies très variées, venus soit de Bobo-Dioulasso et ses environs immédiats, soit du canton de Kotedougou, proche et relativement bien peuplé. Le plus souvent Bobo-fing et Bobo-dioula, mais aussi -à l'image de la ville- Marka, Samo, Lobi, Minianka, Gurunsi, Bissa ... et Mossi, ces individus viennent pour cultiver et produire mils et sorghos. Après avoir sollicité l'attribution d'une parcelle auprès des villageois, ils édifient un campement de culture. Certains y séjournent pendant la période des travaux agricoles, retournant ensuite dans leur lieu de résidence. D'autres résident en permanence dans leur campement, au prix de nombreuses allées et venues. Selon le site des parcelles obtenues, les campements se dressent à proximité du village d'accueil ou se disséminent sur les terroirs villageois. La présence de ces immigrants est temporaire, liée à la durée d'exploitation de la parcelle. La mise en jachère de celle-ci après quelques années de culture oblige à rechercher un autre terrain de culture: sur les terres du même village -cas relativement fréquent- ou sur celles d'un village voisin.

Ces campements de culture traduisent un phénomène de dédoublement géographique des activités de production familiale qui peut présenter trois aspects. Soit l'immigré est lui-même commerçant ou artisan (ou encore pensionné militaire ou civil), le plus souvent à Bobo-Dioulasso, et il met à profit l'hivernage pour se procurer des ressources vivrières. Soit l'immigré est un dépendant familial (frère cadet, fils, ...) dont l'activité agricole est destinée à compléter les revenus de l'unité de production (entreprise commerciale ou artisanale, parfois aussi exploitation agricole), fixée ailleurs, à laquelle il continue d'appartenir. Il n'est pas rare enfin que l'immigré soit un manoeuvre, entretenant un champ pour le compte d'une autre famille, généralement citadine.

Les exploitants Mossi ne se distinguent guère au sein de ce flot d'immigrés. Provenant pour la plupart de Bobo-Dioulasso, ils relèvent de l'une ou l'autre des catégories précédentes -la troisième prolongeant des formes plus anciennes de la présence d'immigrés. Deux traits toutefois les caractérisent. Si des exploitants originaires de l'Ouest de la Haute-Volta se sont fixés dans la plupart des villages au Nord et à l'Ouest du canton, les Mossi résident dans un nombre restreint de lieux, presque tous situés sur la route de Bobo-Dioulasso à Diébougou. Par contre, là où ils sont présents, ils tendent généralement à constituer le groupe ethnique le plus important.

Les campements de culture édifîés par des "étrangers" se sont multipliés dans le canton de Karankasso à partir de 1966-67, quel que soit le groupe ethnique considéré. Cette évolution doit sans doute beaucoup à la politique d'austérité mise en oeuvre à cette date par le Gouvernement voltaïque, et ses répercussions immédiates sur les activités urbaines. Nombre de citadins de Bobo-Dioulasso (1) ont été amenés à rechercher des ressources complémentaires.

Dans plusieurs villages du canton (à Kimi, Kélesso, Dan, Deregouan), l'immigration Mossi relève toujours de cette forme d'implantation. Si presque tous les individus sont venus de Bobo-Dioulasso ou de ses environs (quelques uns de l'étranger, ou d'une gare), leur origine au pays Mossi est très diverse. Toutefois, la partie occidentale de ce dernier -de Ouahigouya à Sabou- prédomine. Les immigrés sont rarement parents ou alliés (de tels liens sont plus fréquents avec un membre de la colonie Mossi de Bobo-Dioulasso), mais un grand nombre se sont connus et liés d'amitié hors du pays Mossi, notamment lors de séjours à Bobo-Dioulasso.

Le village de Kimi et les quartiers de Kiebaloro offrent un bon exemple de cette forme "ancienne" de l'implantation Mossi.

Kimi est un tout petit village isolé à six kilomètres au Nord de la route, peu après Soumousso. Il ne comporte qu'une seule famille Tiefo, à laquelle, depuis 1967, se sont joints une douzaine d'immigrés, soit groupés autour du "chef de village", soit dispersés en brousse. Un second Tiefo, frère cadet du précédent, de retour de Bobo-Dioulasso (où il avait séjourné une dizaine d'années), s'est fixé en 1954-55 au bord de la route, entre Soumousso et Kélesso, dans un lieu-dit appelé Kiebaloro, sur les terres de Kimi. En 1970, il rassemble autour de lui une vingtaine d'immigrés, la plupart venus après 1966. A quelques centaines de mètres de ce hameau, au-delà d'un bas-fond, se trouve un autre groupe de fermes et campements situé dans le même lieu-dit, mais sur les terres de Kélesso. Moins étoffé (neuf exploitants en 1970), ce deuxième hameau s'est constitué autour d'une famille Vigué de Kélesso venue vers 1950 construire une ferme à proximité de son champ de brousse.

Au total, le village de Kimi et les deux fractions du quartier de Kiebaloro regroupent en 1970 trois exploitants "autochtones" installés sur les terres de leur village, et 43 exploitants étrangers. L'implantation de ces derniers est très récente: six seulement sont venus depuis plus de quatre ans (mais quelques immigrés anciens sont déjà repartis). Elle est pluri-ethnique: 18 immigrés sont originaires de l'Ouest de la Haute-Volta (ils appartiennent à huit ethnies différentes), vingt sont Mossi et cinq Bissa. Les exploitants se rassemblent dans de mêmes unités résidentielles.

1) Il en fût de même autour de toutes les villes voltaïques, dès lors que des terrains de culture étaient disponibles dans des lieux pas trop éloignés. Les villes de Pô et Fada N'Gourma en offrent de bons exemples. Mais les petits centres urbains de Léo, Boromo, Dédougou ont connu le même phénomène à une échelle plus modeste. A la même époque, et pour les mêmes raisons, des citadins de Koudougou, traversant le pays Léla, ont défriché des parcelles dans la vallée de la Volta noire; quelques habitants de Ouagadougou se sont dirigés vers la rive droite de la Volta rouge, au-delà de Rakaye.

Celles-ci présentent des formes d'habitat disparates qui offrent une double opposition: d'une part entre de véritables fermes (familles de l'Ouest voltaïque) ou enclos familiaux (Mossi et Bissa) et des campements saisonniers et abris temporaires; d'autre part entre des cases rectangulaires ou carrées (Vigué) et des cases rondes, entre des toits de tôle ou à argamasse et des toits de paille.

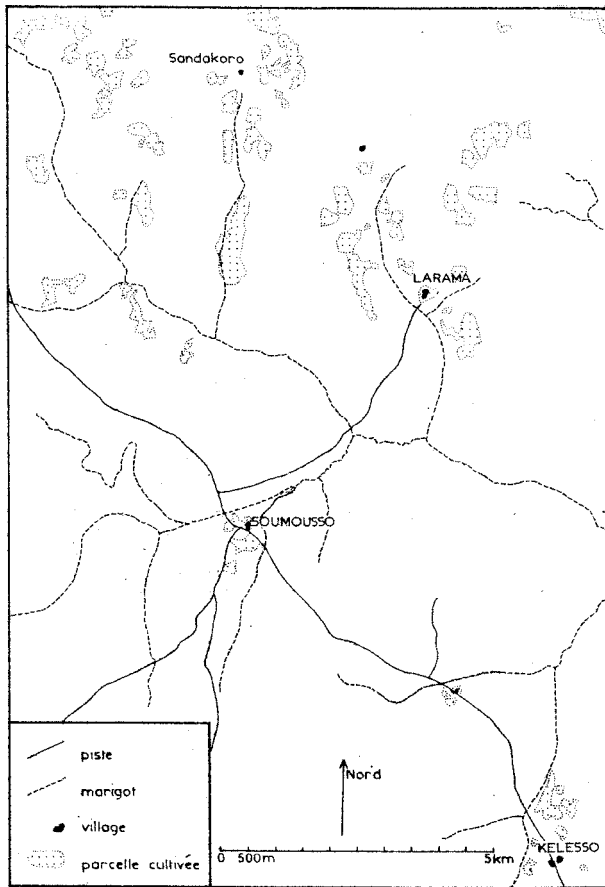
Cette forme d'implantation d'étrangers a été relayée dans quelques villages (à Soumousso et Ouara, peut-être aussi déjà à Seye) par un véritable mouvement de "colonisation" agricole, tout à fait original par de nombreux aspects. Propre à l'ethnie Mossi, il est le fruit de processus qui mettent directement en jeu le pays Mossi et projettent dans le canton de Karankasso une nouvelle génération de migrants.

SOUMOUSSO. UN VILLAGE-CHAMPIGNON MOSSI

Soumousso est un petit village Tiefo, d'une cinquantaine d'habitants, situé à 35 km environ au Sud-est de Bobo-Dioulasso, sur la route qui mène à Diébougou. Originaires de Noumoudara (au Sud de Bobo-Dioulasso), des villageois seraient venus se réfugier dans la "brousse" du temps de Samory (fin 19^e siècle). Fixés initialement tout près du village de Yéguéré (où s'observent encore les ruines de leurs fermes), ils se sont ensuite éloignés, édifiant toutefois leur habitat sur des terres contrôlées à l'époque par les villageois de Yéguéré.

Le village est situé à la pointe septentrionale d'un vaste triangle de terres pratiquement désertes (moins d'un habitant au km²) qui, s'élargissant vers le Sud, s'intercale entre les mîles de peuplement dense que sont les régions de Gaoua et Diébougou à l'Est, de Bobo-Dioulasso et Banfora à l'Ouest. L'occupation du sol dans les environs de Soumousso en 1952 (cf. figure N°2) atteste que, il y a peu de temps encore, le village était isolé dans une vaste "brousse". Ce sous-peuplement doit vraisemblablement peu aux conditions naturelles. Certes encore variables selon les années, les pluies sont relativement abondantes (près de 1000 mm par an en moyenne). Formés sur des altérations des granits sous-jacents (les pointements rocheux sont nombreux) ou parfois sur les produits de démantèlement de cuirasses, les sols sont médiocrement généreux (un peu plus près des bas-fonds), mais ils conviennent bien aux techniques agricoles mises en oeuvre, et ils supportent une mise en valeur extensive s'ils sont suffisamment épais (1). A proximité immédiate de Soumousso, le paysage est toutefois très marqué par des affleurements de cuirasses; les sols gravillonnaires, parfois peu épais, prédominent; ils sont très sensibles aux aléas climatiques et à l'érosion. En direction du Nord-est, les sols associés aux reliefs birrimiens et aux dépressions qui les entourent sont assez souvent remarquables.

1) cf. "Etude pédologique de la Haute-Volta. Région Sud-ouest", ORSTOM, 1969



OCUPATION DU SOL DANS LA REGION DE SOUMOUSO

Figure N° 2 (d'après les photographies aériennes I.G.N. 1952)

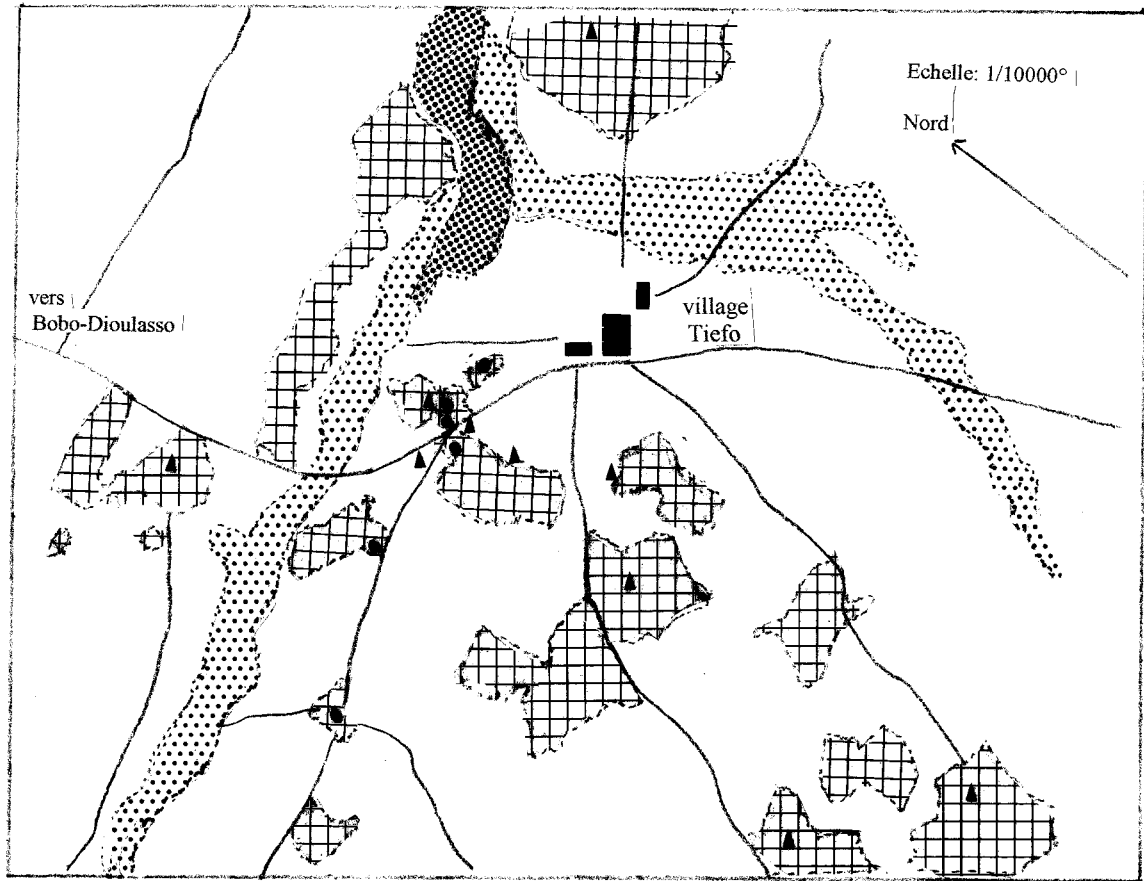


Figure N° 3. OCCUPATION DU SOL A SOUMOUSO (1963)

(d'après photographies aériennes, Mission AO 539)

Le canton de Karankasso doit sans doute à l'absence d'une organisation politique de ses populations au-delà du niveau villageois d'avoir particulièrement souffert de l'insécurité à la fin du 19^e siècle. Les dommages causés par les troupes de Samory auraient plongé la région dans un état de délabrement démographique, dont elle n'est pas encore vraiment sortie de nos jours. Tout au long du 20^e siècle, elle semble bien avoir été victime avant tout de son sous-peuplement et du grand isolement des collectivités villageoises.

Les premiers immigrants. A l'ombre de la ville

Comme dans d'autres villages du canton, à partir de 1957-58 des immigrants Mossi -coupeurs de bois, manoeuvres agricoles- se sont installés sporadiquement à Soumouso. Certains sont encore présents, tous devenus agriculteurs pour leur propre compte (ils font aussi plus ou moins du commerce). C'est le cas en particulier du "chef" des Mossi, celui qui les représente auprès du chef de village. Ces premiers immigrés partagent quelques caractères communs. Venus célibataires, ils se sont mariés à des femmes de la région -l'épouse du "chef" des Mossi appartient à la famille du chef de village. Ils sont tous musulmans, et parlent le dioula (langue véhiculaire régionale). Ils se sont fixés dans le petit quartier (dit des "étrangers") allongé le long de la route, à proximité du village Tiefo; il comporte en son centre une mosquée. Ils y sont mélangés à d'autres familles originaires de l'Ouest de la Haute-Volta, venues exploiter des champs. Les lieux d'origine au pays Mossi sont divers -région de Nanoro, de Koupéla, de Kaya, de Réo (un Gurunga s'affirmant Mossi), reflet de l'hétérogénéité de la colonie Mossi de Bobo-Dioulasso, où tous ont résidé auparavant. Ils ont apparemment rompu tous liens avec leur village d'origine: ils n'y sont pas retournés depuis longtemps; aucun envisage de s'y installer à nouveau.

Ils sont rapidement rejoints par d'autres immigrés, également venus de Bobo-Dioulasso et d'origines très variées au pays Mossi (régions de Ouagadougou, de Kindi, de Ouahigouya). Ils ont été attirés à Soumouso par l'un des immigrés précédents qu'ils avaient connu auparavant dans la ville. Ensemble, ils forment un groupe social hétéroclite, rassemblé autour du "chef" des Mossi. Deux de ces nouveaux-venus sont des salariés agricoles, louant leur force de travail à d'autres familles Mossi; deux autres sont commerçants, l'un de kolas, l'autre de cotonnades.

Seul représenté à Soumouso jusque 1962-63, ce courant migratoire a peu de liens avec les installations Mossi ultérieures. Mais il les a certainement facilités.

Dès 1963-65, de nouveaux immigrants s'installent (neuf familles en trois ans). Par certaines de leurs spécificités, ils annoncent les migrations ultérieures. Presque tous fixés auparavant à Bobo-Dioulasso, ils viennent délibérément à la recherche de mil; plusieurs d'entre eux continuent toutefois d'attendre de la ville l'essentiel de leurs revenus monétaires. Si leurs villages d'origine au pays Mossi sont relativement dispersés, ils s'inscrivent presque tous dans une même région -les Cercles de Yako et

Koudougou. Ils connaissaient au moins l'un des migrants déjà présents (les relations familiales sont cependant exceptionnelles), à qui ils se sont adressés pour qu'il facilite leur accès à des terres. Presque tous mariés (leurs épouses sont Mossi), ils sont venus avec leur famille. La plupart se sont installés dans le quartier, à l'époque encore distendu, situé au bord de la route. Mais dès 1965, trois d'entre eux se sont fixés à l'écart, édifiant leur enclos dans leur champ. Ces nouveaux-venus vont constituer le cadre social de l'insertion des migrants ultérieurs. C'est autour d'eux que se formeront les groupes socio-résidentiels qui rassemblent actuellement l'essentiel des familles Mossi.

Le phénomène de reflux urbain n'est pas propre au groupe Mossi. De même que nombre d'autres villages du canton, à la même époque en effet Soumouso accueille des exploitants d'ethnies diverses, venus également de Bobo-Dioulasso ou de la région de Kotedougou à la recherche de terrains de culture. La plupart de ces immigrés construisent leurs fermes ou campements à l'intérieur de la parcelle qui leur a été attribuée, généralement à une faible distance du village (cf. figure N°3). Mais très vite une partie d'entre eux se fixe beaucoup plus à l'écart, à mesure que les terrains de culture obtenus sont plus éloignés (1)

Une ruée Mossi

A partir de 1966 l'immigration Mossi change de rythme. Les créations d'enclos se multiplient: 66 familles se fixent à Soumouso de 1966 à 1969 (2). Si le mouvement de reflux urbain se poursuit (une vingtaine de migrants viennent de Bobo-Dioulasso), les flux provenant directement du pays Mossi sont largement prédominants (cf. tableau N°1)

En 1970, Soumouso rassemble 95 enclos mossi (3). Sept d'entre eux appartiennent à des familles qui résident en permanence à Bobo-Dioulasso; ils sont occupés par des manoeuvres agricoles. Douze autres sont habités en hivernage, mais les familles retournent à Bobo-Dioulasso après les récoltes (une famille retourne au

1) En 1970, nous dénombrons 40 exploitants étrangers non Mossi, dont une moitié réside à proximité du village, et l'autre moitié séjourne dans des fermes, campements saisonniers ou abris temporaires dispersés sur le territoire villageois. Parmi ces exploitants, 60% sont présents depuis moins de 5 ans, et 30% depuis 5 à 9 ans (certains sont déjà repartis). Leur origine ethnique est variée: Bobo-fing(15) et Bobo-dioula (10) dominant; mais il y aussi 4 Marka, 3 Minianka; 2 Bwa, 1 Samo, 1 Lobi, 1 Bissa, 1 Gurunga et 1 Tiefo (originaire d'un village voisin).

2) Réalisée au début de l'année, l'enquête n'a que partiellement saisi l'apport migratoire de 1970. Par ailleurs, les nouveaux-venus résident souvent, temporairement, dans l'enclos d'un "logeur": les flux ne peuvent être appréciés -en nombre de nouveaux enclos- qu'un ou deux ans plus tard (cf. tableau N°2). Neuf chefs de famille hébergent ainsi en 1970 des "frères" venus les rejoindre en 1969 ou 1970, accompagnés ou non de leur famille. Un certain nombre de ces derniers construiront sans doute bientôt leur propre enclos.

3) Quatre autres enclos sont abandonnés: deux en raison du décès du chef de famille, deux autres à la suite d'un retour au pays Mossi.

Tableau N°1. **Evolution de l'apport migratoire Mossi à Soumousso (familles présentes)**

<u>Installation des familles</u>	<u>Lieu de résidence antérieur</u>			
	Pays Mossi	Bobo-Dioulasso	Autres	
Avant 1963	1		1	2
1963-65	4	6	2	12
1966	6	3	2	11
1967	13	7	2	22
1968	18	5	-	23
1969	10	7	1	18
1970	<u>4</u>	<u>2</u>	<u>-</u>	<u>6</u>
	56	30	8	94
			Inc.	1

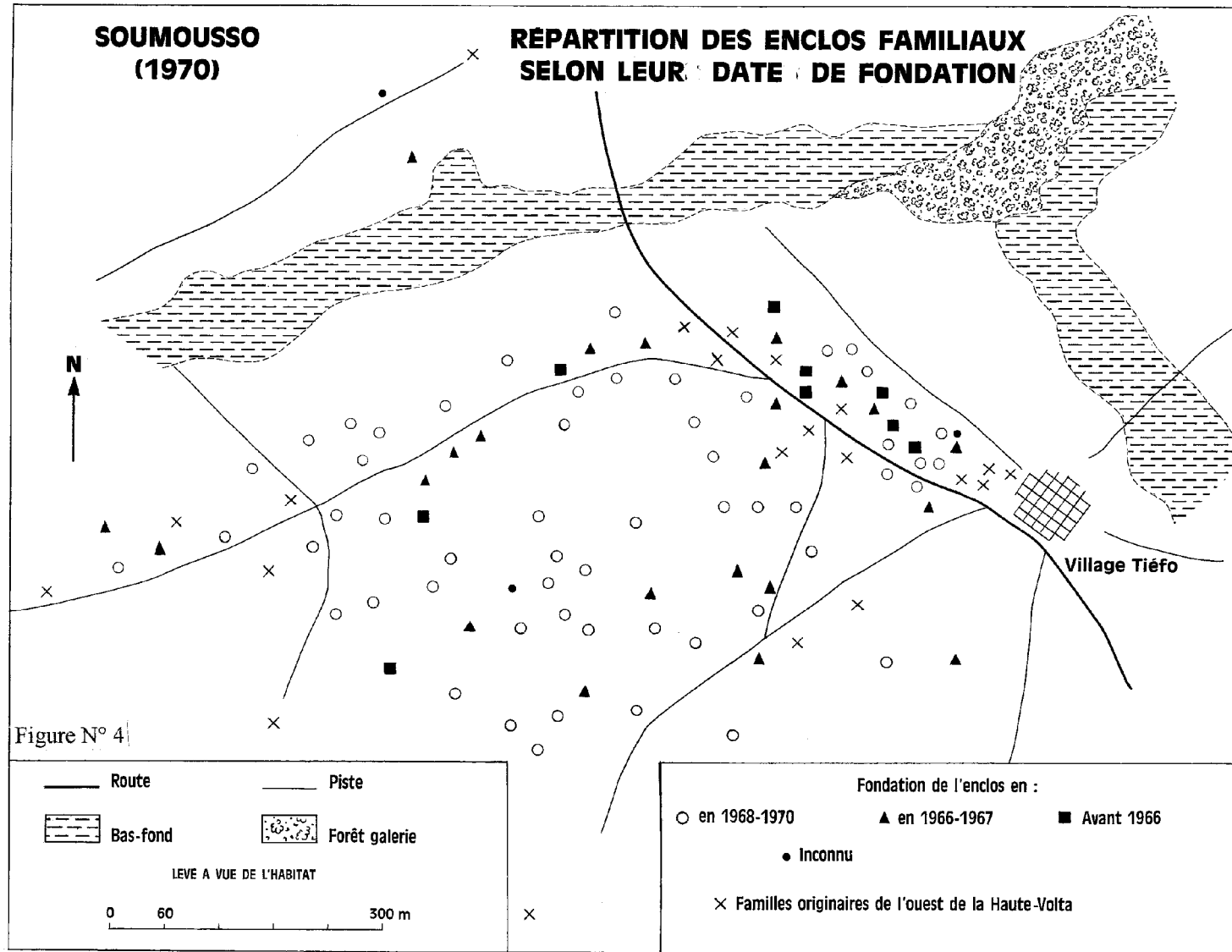
Tableau N°2. **Evolution de l'habitat Mossi 1966-70 (non résidents exclus)**

<u>Enclos édifiés en</u>	<u>Familles venues en</u>						
	1970	1969	1968	1967	1966	avant 1966	
1970	6	8					14
1969		10	15	1			26
1968			8	9	1		18
1967				7	2		9
1966					<u>5</u>	<u>4</u>	<u>9</u>
	<u>6</u>	<u>18</u>	<u>23</u>	<u>17</u>	<u>8</u>	<u>4</u>	<u>76</u>

pays Mossi). Dans les deux cas, les chefs de famille concernés sont des commerçants, transporteurs, artisans (tailleurs le plus souvent) ou des pensionnés; un d'entre eux est catéchiste. Il s'est révélé difficile d'estimer le nombre -sûrement non négligeable- de migrants qui, installés en permanence à Soumousso, appartiennent en fait à des unités familiales de production dont une partie des membres résident dans la ville (1).

Les enclos Mossi ont surgi de terre tels des champignons (cf. figure N°4). Certains se sont accumulés dans le quartier allongé au bord de la route, autour du marché et de la mosquée, celle-ci ayant attiré des familles résolument musulmanes. Au début de 1970, ce quartier rassemble 25 enclos Mossi associés à une douzaine de fermes ou campements construits par des immigrants appartenant à d'autres ethnies. Chaque cellule d'habitat s'inscrit en moyenne dans un espace d'une ou deux dizaines d'ares: les champs de village sont très restreints. Courantes chez les immigrés non Mossi, les cases rectangulaires sont fréquentes également à l'intérieur des enclos Mossi.

1) A Ouara, les apports directs du pays Mossi demeurent minoritaires (12 familles sur 44). Parmi les 22 immigrés provenant de Bobo-Dioulasso 5 ne résident pas dans le village et 11 n'y séjournent qu'en hivernage.



Les enclos se sont par ailleurs multipliés à la périphérie ou à l'écart du quartier précédent selon un processus alliant une progression vers l'Ouest, guidée par les principales pistes, et le regroupement des enclos autour de certains d'entre eux selon des affinités socio-familiales. Cette nouvelle aire résidentielle regroupe en 1970 une soixantaine de familles Mossi; elle est entourée d'une dizaine de campements d'immigrés non Mossi. Elle recouvre toute la première ceinture de champs exploités à proximité du village par les migrants, Mossi ou autres, venus au cours des années 1963-65. Elle s'étend sur près de cinquante hectares et elle offre ainsi à chaque exploitant la possibilité de consacrer en moyenne près des deux tiers d'un hectare à ses champs de village -chiffre qui reste cependant inférieur aux valeurs usuelles observées dans les terroirs du pays Mossi (1). L'extension de cette aire paraît contenue par deux facteurs. D'une part, bloquée au Nord par un bas-fond, elle est ailleurs entravée par un semis de champs exploités pour la plupart, soit par des villageois Tiefo, soit par des migrants non Mossi. Seule la mise en jachère de ces champs, et le déplacement de ces derniers vers des aires plus lointaines peuvent permettre une avancée progressive de l'habitat Mossi. D'autre part, le "chef" des Mossi a demandé aux migrants qui l'ont initialement rejoint de ne pas éloigner leurs enclos afin de "former un village". Ceux d'entre eux qui à leur tour ont accueilli récemment des nouveaux-venus leur ont proposé de s'installer à leurs côtés. Mais l'éloignement en cours des champs de brousse peut faire craindre un futur éclatement de l'aire résidentielle, sous la forme d'un essaimage des enclos sur des parties éloignées du territoire villageois (2).

Seuls cinq exploitants Mossi ont fixé leur enclos à l'écart du village, à l'intérieur du terrain de culture qui leur a été attribué : deux sont non-résidents et deux autres des résidents saisonniers. Isolés des autres Mossi au plan géographique, ils le sont également au plan social. Ils ne se distinguent guère de la vingtaine d'exploitants non Mossi également dispersés sur les terres du village: six résident en permanence dans leur ferme, six autres séjournent dans leur campement en hivernage, et huit ne demeurent à Soumousso (dans de simples abris) que pendant les périodes de gros travaux (3).

1) Les immigrés Mossi sont peu satisfaits de la relative concentration de leurs enclos. Ils se plaignent de ne pas "être à l'aise"; leurs voisins sont trop proches, les parcelles cultivées autour des enclos trop petites.

2) Un tel processus est en oeuvre à Ouara. Une quinzaine de familles (réunies dans une communauté musulmane) rassemblent leurs enclos dans un quartier très compact situé près du marché, à faible distance du village Tiefo (qui se réduit à une seule ferme). Un essaim distendu d'une douzaine d'enclos (dont deux occupés par des Bissa) est situé à plus de 4 km au Nord-est du village, au pied d'une colline: chaque exploitant réside à l'intérieur de son champ. Un chapelet d'une douzaine d'enclos (et de quelques cellules d'habitat édifiées par des migrants non Mossi) s'égrènent sur plus de 4 km le long du bas-fond qui cerne au Sud le village Tiefo. Enfin quelques enclos sont disséminés sur le territoire villageois.

3) Huit des migrants non Mossi qui résident à proximité du village disposent par ailleurs soit d'un campement de culture, soit d'un abri près de leur champ de brousse, très éloigné.

En 1970, la population Mossi s'élève à 715 personnes dont 71 sont absentes, en migration de travail (1). Le rapport de masculinité et la proportion des enfants de moins de 15 ans témoignent du caractère familial de l'immigration (cf. tableau N°3). Les familles sont cependant plus petites (7 à 8 personnes en moyenne) que dans les régions du pays Mossi d'où elles sont pour la plupart originaires (12 à 13 personnes). La population a par ailleurs une structure démographique particulière. Elle ne comporte pratiquement pas de vieillards (deux personnes ont plus de 60 ans) et peu de personnes âgées de plus de 40 ans; parmi ces dernières, le rapport des sexes est très déséquilibré. Ces singularités s'expliquent pour l'essentiel par le jeune âge des chefs de famille: en moyenne 39 ans lors de l'installation (les deux tiers ont moins de 40 ans). Cet âge moyen diffère peu selon que les migrants viennent ou non directement du pays Mossi. Mais dans le premier cas on relève que ceux qui se sont rendus au moins une fois auparavant à l'étranger (environ la moitié d'entre eux) sont

Tableau N° 3. **Structure démographique de la population Mossi**

	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>	<u>Ensemble</u>	<u>Rapport H/F</u>
< 15 ans	52 %	49 %	51 %	109
15-39 ans	33	47	40	71
> 40 ans	<u>16</u>	<u>4</u>	<u>10</u>	<u>446</u>
	100	100	100	103

(parmi les 715 personnes dénombrées, 89 n'ont pas été vues et ne sont pas recensées par l'administration: leur âge est inconnu)

sensiblement plus jeunes (35 ans en moyenne) que ceux qui n'avaient jamais quitté leur village (41 ans). Si quatre migrants se sont installés à Soumousso l'année de leur retour de Côte d'Ivoire, pour la grande majorité d'entre eux plusieurs années (le plus souvent 5 à 9 ans) ont séparé les deux événements.

Interrogés sur les raisons de leur départ (cf. annexe N°1), dans la moitié des cas les migrants venus directement du pays Mossi mettent en cause les difficultés de la vie agricole: les récoltes étaient trop souvent insuffisantes, les rendements médiocres. Parmi eux quelques uns incriminent leur statut d'aide-familial dans l'exploitation d'un aîné, ou leur statut social dans le village et la situation de dépendance qui en résultait. Un peu plus du quart des témoignages se réfère à des problèmes matrimoniaux (le départ est justifié par l'enlèvement d'une épouse) ou socio-religieux (le départ est consécutif au décès d'un membre de la famille). Les

1) La faiblesse des effectifs concernés ne permet pas de tirer des leçons relatives à ces migrations de travail. Notons que parmi les 32 hommes absents, 28 sont partis depuis plus de deux ans, et 11 sont mariés (et sont accompagnés par 15 épouses et 24 enfants). Il faut surtout relever que 22 migrants sont partis avant l'installation de leur famille à Soumousso (et 5 au cours de la même année): depuis qu'elles sont présentes dans le village (en moyenne, trois ans), les familles Mossi ont connu peu de départs vers l'étranger.

autres migrants affirment être partis pour rejoindre un parent, ou invoquent des facteurs divers, souvent à caractère économique.

Parmi les migrants qui résidaient à Bobo-Dioulasso (ou d'autres lieux) avant de rejoindre Soumouso, les motifs de départ du pays Mossi liés aux conditions de la vie agricole chutent (un sixième du total) remplacés surtout par des motifs à caractère économique (recherche d'argent, projet commercial): leur départ relevait d'un courant d'émigration spécifique. Les anciens membres de la colonie Mossi de Bobo-Dioulasso (non-résidents exclus) justifient par ailleurs leur déplacement à Soumouso en parts égales, soit par la recherche de mil, soit par les difficultés rencontrées dans leurs activités commerciales ou artisanales.

Le personnage-clé de la migration: le "logeur"

Si, à partir de 1966, l'immigration Mossi à Soumouso s'amplifie, elle change également de visage. Le drainage des flux est désormais assuré à travers une dynamique socio-familiale qui projette de façon ordonnée au plan géographique des groupes cohérents au plan social.

Tableau N°4. Nature de la relation avec l'hôte selon l'origine du migrant (%)
(non compris les non-résidents, les migrants venus avant 1963 et ceux -rares- qui ont séjourné chez un hôte non Mossi; soit 80 familles: 47 venues du pays Mossi, 33 d'autres lieux)

<u>Lieu de résidence</u> <u>antérieur</u>	<u>Nature de la relation</u>				
	même lignage	parent maternel	allié	ami, voisin	sans relation
pays Mossi	34 %	34 %	2 %	26 %	4 %
autres lieux	21	21	3	45	9

Tout nouveau-venu choisit un hôte (*gansoba*, "logeur") parmi les immigrés déjà présents. Il en attend en premier lieu un abri provisoire. Un peu plus de la moitié des migrants sont ainsi restés quelques jours à quelques semaines dans l'enclos de leur hôte (cf. tableau N°5), construisant rapidement, avec l'aide de ce dernier, leur propre enclos familial: de simples cases en paille qui, l'année suivante, seront dotées de murs en banco. Mais plus de deux migrants sur cinq séjournent chez leur hôte au moins pendant l'hivernage qui suit leur arrivée. Soit ils s'intègrent dans son exploitation, l'assistent dans l'entretien de ses champs, et cultivent par ailleurs une parcelle "personnelle" qui constituera, l'année suivante, le noyau de leur propre exploitation. Soit ils cultivent d'emblée à part mais bénéficient largement de l'aide de leur hôte (secours vivrier éventuel, entraide agricole). Ces séjours prolongés sont le fait surtout de migrants qui ont avec leur hôte des relations familiales étroites: plus des deux tiers sont membres de son lignage ou se rattachent à lui par leur "mère". Par ailleurs les quatre cinquièmes des nouveaux-venus étaient auparavant aide-familial dans l'exploitation (ou l'entreprise) d'un père ou d'un frère aîné. Le séjour

Tableau N°5. Durée du séjour chez l'hôte (durée inconnue: 3 familles)
(non compris les non-résidents, les migrants venus avant 1963 et ceux -rares- qui ont séjourné chez un hôte non Mossi; soit 77 familles)

Selon la nature des relations avec l'hôte

<u>Durée du séjour</u>	<u>Nature de la relation</u>		
	même lignage	parent maternel, allié	autres
Quelques jours, semaines	23 %	27 %	50 %
Au moins un hivernage	36	36	28

Selon le statut socio-économique antérieur du nouveau-venu

<u>Durée du séjour</u>	<u>Statut socio-économique</u>		
	Aide-familial	chef d'exploitation	inconnu
Quelques jours, semaines	55 %	43 %	2 %
Au moins un hivernage	79	18	3

prolongé s'impose davantage aux migrants venus directement du pays Mossi (50%) qu'à ceux provenant d'autres lieux de séjour (30%).

Près des trois quarts des migrants venus au cours des deux dernières années reconnaissent qu'au moment de leur arrivée, ils ne disposaient pas des ressources nécessaires pour faire vivre leur famille en attendant la première récolte. La plupart d'entre eux n'ont subsisté qu'avec l'aide de leur hôte (parfois aussi celle d'autres migrants déjà présents). Dans quelques cas, il était convenu qu'en échange de mil, le nouveau-venu consacrerait quelques journées de travail dans les champs de son hôte. Mais l'assistance vivrière est le plus souvent bénévole (ce qui n'exclut pas une participation occasionnelle -non contractuelle- aux travaux dans les champs de l'hôte). Elle est indispensable à tous les migrants qui n'étaient pas précédemment chefs d'une unité de production (agricole ou autre), et ne disposent que de l'argent qu'ils ont pu se procurer avant de partir. Elle est particulièrement attendue par les migrants venus directement du pays Mossi: leur pécule éventuel est amputé par les frais du déplacement (1).

Par le biais d'une hospitalité plus ou moins prolongée et d'une aide vivrière, l'hôte permet concrètement l'installation de ceux qui le rejoignent. Il assure par

1) La plupart des migrants provenant directement du pays Mossi sont venus en camion (de la ville la plus proche de leur domicile jusque Bobo-Dioulasso), quelques uns par le train. Ce dernier est moins onéreux, mais le premier se prête mieux au transport d'importants bagages. Il n'est pas rare que le migrant vienne à vélo, seule sa famille utilisant un moyen de transport collectif.

En moyenne, les migrants déclarent avoir consacré 3500-4000 CFA pour leur déplacement. L'argent a été obtenu en vendant des animaux, du mil, parfois un vélo; d'autres se sont procurés cette somme par le commerce ou l'artisanat pendant les quelques mois qui ont précédé leur départ; quelques uns affirment que leur hôte leur a donné de l'argent.

ailleurs deux autres fonctions qui ouvrent le lieu à ces derniers.

L'hôte présente le nouveau-venu aux autorités coutumières locales ("chef" des Mossi, chef du village), intercède en sa faveur pour que son installation soit acceptée, pour que des parcelles lui soient attribuées (1). Ce faisant, l'hôte assure un rôle d'écran entre les migrants qu'il accueille et la population locale: il leur évite d'entrer directement en contact avec une collectivité dont ils ignorent les traditions et comportements (souvent les migrants venus du pays Mossi ne parlent pas le dioula).

La préoccupation majeure des nouveaux arrivants est d'avoir accès à des terrains de culture. L'hôte joue dans ce domaine un rôle essentiel. Fréquemment, il cède une fraction de son champ de village -soit il l'étend par ailleurs, soit il agrandit son champ de brousse. Le migrant y fixe son enclos. Lorsque la parcelle est suffisamment étendue, il peut se contenter au moins la première année de cultiver autour de son habitat. Mais très vite, il souhaite agrandir son exploitation. Si sa parcelle est enclavée et ne peut s'étendre (ce qui est actuellement le cas à Soumousso pour de nombreux nouveaux-venus), il est amené à rechercher un terrain plus éloigné. L'hôte s'entremet pour solliciter auprès du groupe villageois maître du sol un champ dans la "brousse" -souvent à proximité du sien. Directement ou non, le migrant doit généralement à son hôte l'accès à ses premières parcelles.

L'installation des nouveaux-venus autour de l'hôte reconstitue spontanément l'aire centrale caractéristique des villages du pays Mossi, avec son essaim d'enclos dispersés à l'intérieur de champs de village. En préservant du débroussaillage les petits arbres utiles (karité, nérés sont les plus abondants), les migrants feront aussi renaître le parc arboré fréquemment associé aux aires résidentielles mossi. Par ailleurs, dans la "brousse", les champs de l'hôte et ceux des migrants qu'il a récemment accueillis tendent à se regrouper dans de mêmes clairières de culture.

Concrètement, l'hôte est celui qui rend la migration possible. Aussi joue-t-il un rôle déterminant dans le choix du lieu d'implantation. Interrogés sur les raisons de ce choix, le tiers des migrants se réfèrent en premier lieu explicitement à la présence de celui qui les a accueillis: "je suis venu rejoindre mon frère, mon oncle,". Bien d'autres invoquent cette présence à un second rang, associée à d'autres facteurs (2).

Si l'on met à part la première génération d'immigrants à Soumousso, les autres ont choisi pour hôte des individus qui, en parts à peu près égales, sont soit des membres de leur lignage, soit des parents utérins ou alliés, soit simplement des amis ou anciens voisins (liens établis au pays Mossi ou à Bobo-Dioulasso); l'absence de

1) Il est habituel qu'en se présentant le nouveau-venu offre un poulet, des noix de kola,... Le chef du village ne manque pas de signaler les usages et comportements qui doivent être respectés (ils concernent au premier chef la cueillette et le ramassage des produits dans les champs et les jachères). Parmi ces recommandations, il y a toujours l'interdiction de planter des arbres, acte créant un lien durable entre la parcelle et le planteur.

2) Le facteur le plus fréquemment évoqué en premier lieu par les migrants (la moitié d'entre eux) est la présence d'une grande forêt, de terres vastes et bonnes, et la possibilité de mieux cultiver, de produire plus de mil

relations préalables est peu fréquente (cf. tableau N°4). Mais ces choix diffèrent sensiblement selon le lieu de résidence antérieur des migrants. Les deux tiers de ceux venus directement du pays Mossi sont étroitement apparentés à leur hôte (membre du même lignage, parent utérin). Par contre, plus de la moitié de ceux provenant de Bobo-Dioulasso (ou autres lieux de séjour) n'ont avec leur hôte que des relations distendues (amis, anciens voisins) ou -rarement-ne le connaissaient pas (1).

Ces relations préalables garantissent aux migrants que les aides indispensables seront obtenues: l'hôte ne refusera pas du mil et ne laissera pas sans terres. Ces relations dénaturent par ailleurs la dépendance sociale qui naît des fonctions d'accueil exercées par l'hôte. De façon générale, on ne choisit pas pour logeur un individu dont le statut familial (neveu, gendre,...) ou social (ancien captif ou serviteur, silmi-moaga) est plus humble. Aussi la prééminence sociale dévolue à l'hôte se superpose-t-elle à ses relations préalables avec les migrants, sans en inverser le sens.

Le rassemblement des migrants autour d'un hôte qui leur est le plus souvent apparenté et les liens qui peuvent en résulter entre eux les inscrivent dans un tissu social familial au sein duquel chacun peut se définir et se comporter selon les normes usuelles au sein de la société Mossi. Il conduit à la formation d'une unité à la fois sociale et résidentielle proche du "modèle" d'organisation des quartiers du pays Mossi. Les diverses aides apportées par l'hôte et son statut personnel par rapport à ceux qui l'ont rejoint, le vouent naturellement à être le chef (*kasma*) du groupe humain rassemblé: il est la "tête" de tous ceux qui se sont installés à ses côtés.

Du "logeur" au groupe socio-résidentiel

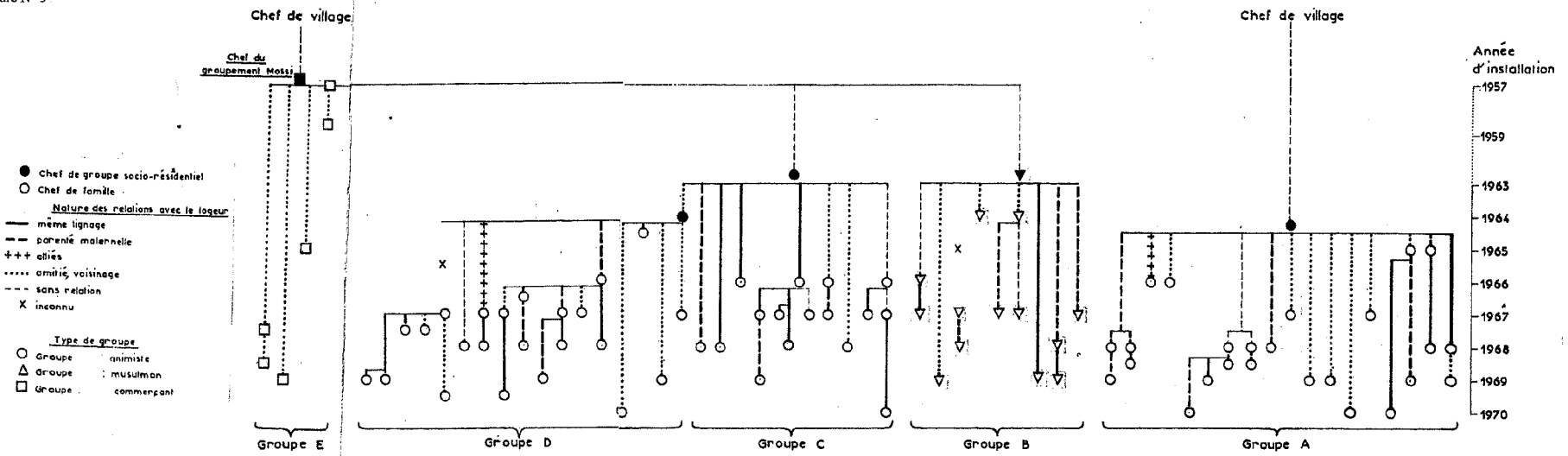
Tous venus au cours des années 1963-65, les individus qui dirigent les groupes sociaux actuels ont accueilli personnellement près d'une quarantaine d'immigrés (cf. figure N°5). Parmi ces derniers, plusieurs ont à leur tour accueilli des nouveaux-venus. Ces chaînes de relations successives (de 2°, 3° ou 4° ordre) sont autant de maillons dans l'architecture sociale des groupes et elles témoignent de la puissance de la dynamique socio-familiale mise en oeuvre.

A chaque maillon supplémentaire, les relations entre les migrants et leur hôte tendent à être plus étroites. Les liens de parenté ou d'alliance et ceux d'amitié ou de

1) Ouara offre à cet égard une situation originale. Un cinquième seulement des migrants ont une relation familiale avec leur logeur (presque tous appartiennent à la communauté musulmane groupée à proximité du village Tiefo) et un tiers n'ont avec lui aucune relation préalable (dans la moitié des cas, l'hôte n'est pas Mossi) Une certaine relation apparaît ainsi entre l'éclatement géographique de l'habitat Mossi (relevé précédemment), le degré de proximité sociale entre les migrants et leur hôte, et la faible part de l'apport migratoire direct du pays Mossi (30% des migrants, presque tous membres de la communauté musulmane).

Si l'on met à part cette communauté musulmane (elle rassemble le tiers des migrants), le peuplement Mossi à Ouara se rapproche plus, par ses traits dominants, de ce qui est observé à Kimi plutôt qu'à Soumouso: l'immigration s'inscrirait toujours essentiellement dans un mouvement de reflux (ou rejet) urbain, peu ordonné au plan social.

Figure N° 5 :



FORMATION DES GROUPES SOCIO-RESIDENTIELS MOSSI DE SOUMOUSO
 SELON LA DATE D'INSTALLATION DES FAMILLES ET LA NATURE DE LEUR RELATION AVEC LEUR LOGEUR

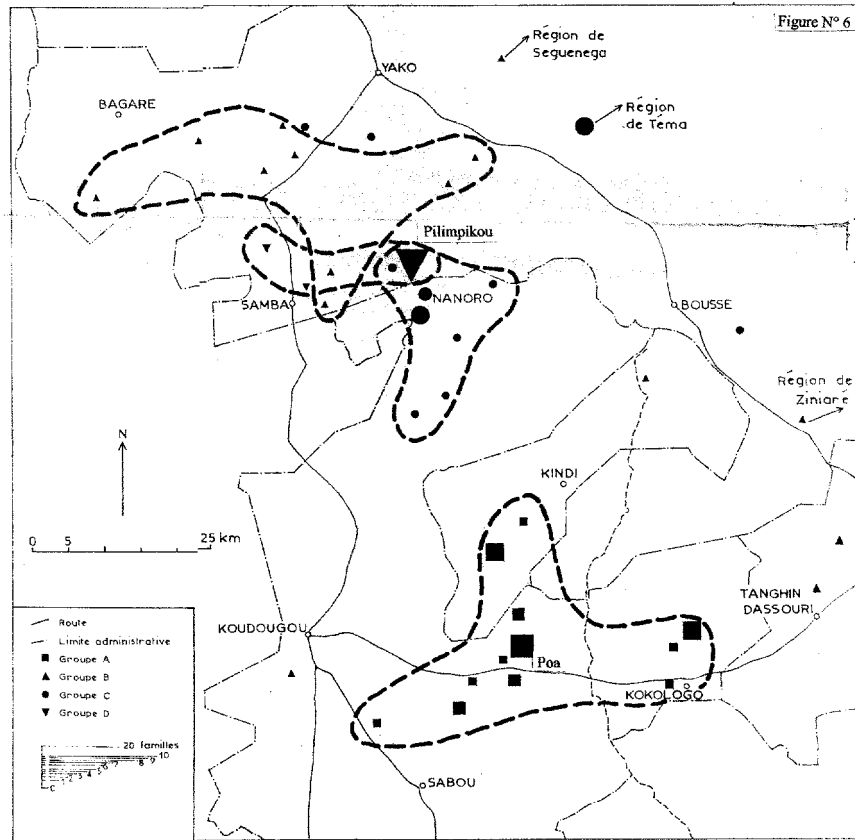
voisinage sont également représentés (près de 45%) au niveau des relations de 1^o ordre. Les premiers s'élèvent à 75% et les seconds s'abaissent à 15% lorsque les relations sont d'un ordre supérieur. Cette cohésion sociale croissante ne peut être dissociée de la part grandissante, avec le temps, des flux de migrants provenant directement du pays Mossi (1).

Si l'on met à part la première génération d'immigrés et ses prolongements (groupe E), le groupement Mossi de Soumouso comporte en 1970 quatre groupes sociaux distincts. Chacun rassemble au moins une quinzaine de familles réunies autour d'un même *kasma*, le fondateur du groupe. Ils associent des migrants se rattachant directement à ce dernier et de petites cellules internes, souvent très soudées au plan social, constituées autour d'un même hôte lui-même auparavant accueilli par le *kasma*.

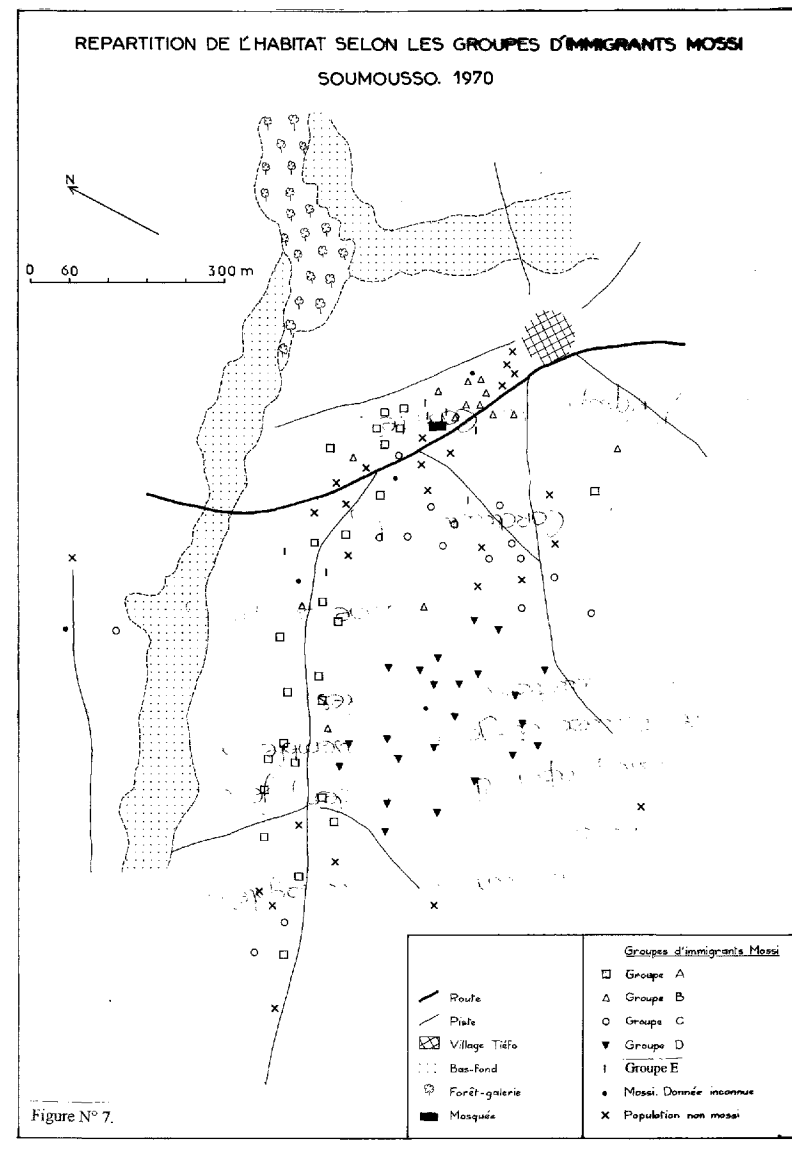
Deux de ces groupes se singularisent par la façon dont ils se sont constitués. Le groupe -D- (dit "des gens de Pilimpikou") réunit presque exclusivement des familles venues directement du pays Mossi; il présente une forte cohésion sociale. Un grand nombre de ses membres sont en voie de christianisation, sous l'impulsion de l'un d'entre eux, catéchiste à Bobo-Dioulasso. A l'inverse, une communauté musulmane (groupe -B-) rassemble des familles pour la plupart venues de Bobo-Dioulasso ou ses environs. Elle se distingue par le grand nombre de ses membres qui, commerçants, artisans ou transporteurs, résident en permanence ou pendant la saison sèche à Bobo-Dioulasso. Cette communauté témoigne qu'un mouvement de reflux urbain persiste.

A ces relations plus ou moins étroites entre les hôtes et ceux qu'ils accueillent répond la concentration des lieux d'origine des migrants au pays Mossi (cf. figure N°6). Ils s'inscrivent pour l'essentiel dans le champ géographique des relations socio-familiales du fondateur de chaque groupe et, le cas échéant, de ceux qui ultérieurement ont assuré à leur tour les fonctions de logeur. Il s'agit généralement d'une grappe de villages plus ou moins proches qui définit, pour chaque groupe social, un pôle de départ spécifique (avec parfois des recouvrements). Ces pôles sont plus ou moins étendus selon les groupes. La plupart des familles (22 sur 24) du groupe D viennent d'un même (gros) village -Pilimpikou (près de Samba). Par contre, les lieux d'origine des familles du groupe B sont dispersés et quelques uns sont très éloignés. Le pôle de départ du groupe A est dédoublé: certaines familles viennent des environs de Poa, les autres de la région de Kokologo. Les relations entre les hôtes et ceux qui les rejoignent sont plus étroites lorsqu'ils partagent le même village d'origine (dans près d'un cas sur deux, ils sont membres du même lignage).

1) A Ouara, seule la communauté musulmane forme une unité sociale structurée, cohérente. Les autres migrants (soit les deux tiers) se rassemblent au mieux par petites cellules de 2 ou 3 familles. Relativement groupés pour la première, les lieux d'origine au pays Mossi sont au contraire très dispersés pour les seconds (les deux tiers viennent de l'Ouest du pays Mossi -de Ouahigouya à Koudougou).



ORIGINE DES FAMILLES DES DIVERS GROUPES SOCIO-RESIDENTIELS
 MOSSI DE SOUMOUSO (Groupe E exclu)



La dynamique socio-familiale mise en oeuvre, les modalités de l'accueil des nouveaux-venus par leur hôte (le plus souvent, il les installe à ses côtés) et le mode d'extension des champs de village (par progressions périphériques) sont au coeur du processus qui permet à chaque groupe social de se projeter de façon distincte dans l'aire résidentielle Mossi (cf. figure N°7). A chacun des groupes correspond un essaim d'enclos qui rappelle les quartiers du pays Mossi. L'organisation sociale et résidentielle ne concordent toutefois parfaitement que pour le groupe D (quartier "des gens de Pilimpikou"). Quelques familles du groupe C sont installées un peu à l'écart des autres (quartier "des gens de Nanoro"). Une fraction du groupe A demeure près de la route, autour du fondateur; les autres familles ont fixé leur enclos le long d'une piste, progressant à partir d'un ancien champ de brousse de leur *kasma* (quartier "des gens de Koudougou"). A nouveau, le groupe B se singularise: la plupart de ses membres résident dans le quartier (dit "des étrangers") au bord de la route, près de la mosquée. Par le biais de ces unités socio-résidentielles, les migrants s'insèrent en définitive dans un paysage social et géographique familier. S'installer à Soumousso n'appelle pas un bouleversement de la façon d'être et de vivre parmi les autres.

Cette installation est au contraire l'occasion d'un renouveau des solidarités socio-familiales. Invitations de culture et entraides sont plus fréquentes et mobilisent plus d'individus à Soumousso qu'on ne l'observe actuellement dans les villages de l'Ouest du pays Mossi.

En 1969, un peu plus d'une trentaine d'exploitants (soit près de deux sur cinq) ont organisé des invitations de culture (*sossoaga*), le plus souvent pour sarcler leur champ de brousse, parfois pour défricher une parcelle. Le nombre des participants est toujours supérieur à 10 personnes, assez souvent à 25, quelquefois à 40 (au bénéfice du *kasma*). L'invitation de culture est une des manifestations les plus claires de l'organisation sociale du groupement. Les exploitants répondent naturellement à toute invitation lancée par leur hôte; les participants appartiennent tous pour l'essentiel au groupe du bénéficiaire.

Près d'une trentaine d'exploitants se sont par ailleurs associés, à deux ou trois (généralement des parents proches), dans des groupes de travail (*songtaba*). Selon un rythme déterminé d'un commun accord (de l'alternance régulière à une opération culturelle précise), chacun participe à tour de rôle aux travaux dans les champs de l'autre.

Au total, les deux tiers des exploitants ont été concernés par l'une ou l'autre forme de solidarité dans le travail. Cette proportion varie beaucoup selon les groupes. Pratiquement tous les membres du groupe D ont bénéficié d'une invitation de culture ou participé à un groupe de travail. Ils sont peu nombreux dans le groupe B: les exploitants ont fait plus volontiers appel à des manoeuvres.

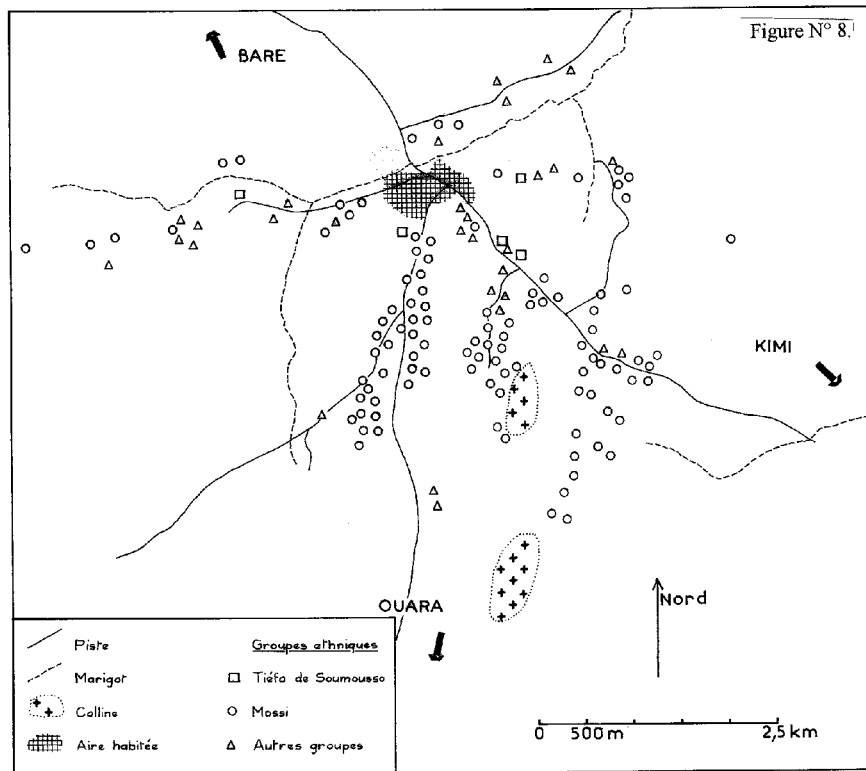
EN QUÊTE DE MIL ET D'ARGENT

Un territoire inégalement accessible.

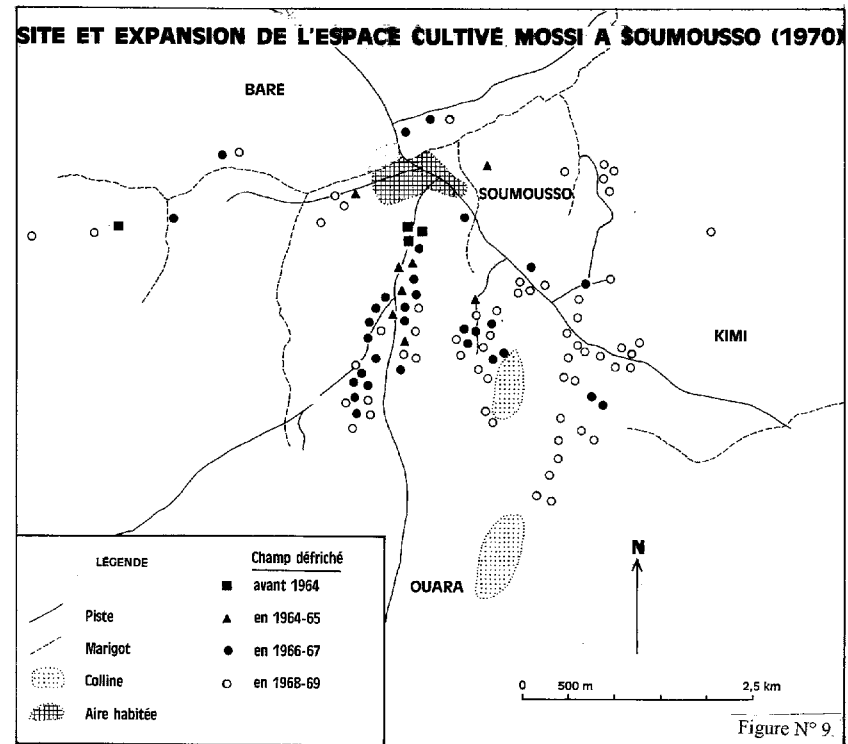
La population Tiefo de Soumousso se répartit en deux groupes lignagers, partageant un même ancêtre lointain: l'un est dirigé par le chef du village, l'autre par un de ses "frères", ancien combattant. Chaque groupe possède son domaine foncier; le premier contrôle toute la partie Sud et Est du territoire villageois. Ces deux groupes ont une attitude différente face aux sollicitations des migrants Mossi. Soucieux "d'agrandir" son village, en même temps que son prestige, le chef du village accueille volontiers tous les étrangers, Mossi ou autres (1). Mais il ne peut attribuer des terres que dans son propre domaine foncier. Il le fait avec vigilance et il réserve pour les membres de son groupe une vaste étendue de terres à l'Est du village. Le second groupe accorde libéralement des terres à des familles Bobo-Dioula, Bobo-fing ou autres, mais il ne veut pas laisser les immigrants Mossi "détruire sa brousse". Seuls quelques uns ont pu obtenir des parcelles. Isolés des autres Mossi au plan social (ils se sont insérés individuellement dans le village), ils le sont aussi au plan géographique: souvent occupés uniquement en hivernage (ou par des manoeuvres), leurs enclos sont fixés dans leurs champs. Ces choix fonciers contribuent à différencier l'espace agricole villageois (cf. figure N°8).

L'aire habitée a considérablement changé d'aspect en une dizaine d'années (cf. fig. N°4). Au petit village Tiefo s'est joint d'abord, le long de la route qui mène à Bobo-Dioulasso, le quartier "des étrangers" rassemblant près d'une quarantaine de familles d'ethnies variées, la plupart musulmanes. Devenu plus compact à mesure qu'il accueillait des nouveaux arrivants, il offre un habitat hétérogène: des fermes construites par des familles originaires de l'Ouest du pays côtoient des enclos Mossi, entourés les uns de parcelles de case, les autres de très petits champs de village. Ses habitants ont construit la mosquée et animent le marché. Au-delà de la route, en direction de l'Ouest, les terres sont occupées par les générations ultérieures d'immigrés, principalement Mossi. Les premières familles se sont fixées sur des terrains en jachère confiés par le chef du village à proximité du quartier "des étrangers". Elles ont été rapidement rejointes par des nouveaux-venus. La mise en culture prolongée des parcelles autour des enclos, la progression en contiguïté de ces dernières (elle n'appelle pas l'accord du maître du sol), et le relais des exploitants (l'hôte cède une fraction de sa parcelle à celui qu'il accueille) tendent à neutraliser le contrôle détenu par les villageois sur leurs terres. Ils animent par ailleurs un puissant processus d'extension de l'aire résidentielle Mossi. Toute jachère située à la périphérie de cette aire est très vite investie par les champs de village des Mossi et elle devient le site potentiel des enclos des nouveaux-venus. Cette aire repousse sur

1) Ce qui est à l'origine d'une mésentente avec les chefs de quelques villages voisins qui lui reprochent une excessive hospitalité.



Les champs sont localisés de façon approximative sur un fond établi à partir de vues aériennes.



ses marges les champs et l'habitat (permanent ou saisonnier) des immigrants non Mossi.

A l'Ouest du territoire villageois, de nombreux champs cultivés par des exploitants Tiefo, des immigrants non Mossi et par quelques Mossi s'alignent de part et d'autre du grand bas-fond qui traverse le village d'Ouest en Est; ses abords offrent de bonnes terres agricoles. Ce ruban discontinu de champs est parsemé de fermes ou campements de culture saisonniers.

Au delà de l'aire habitée vers l'Est, sur plus d'un kilomètre, les terres sont mises en valeur par des villageois appartenant au groupe lignager du chef du village et par quelques immigrants originaires de l'Ouest du pays. Sauf exceptions, les Mossi ne peuvent y cultiver. Mais ces derniers colonisent depuis peu la partie périphérique du territoire villageois, en direction de Kimi.

Vers le Sud et Sud-est, les exploitants Mossi occupent de loin la place la plus importante. A l'afflux des immigrés depuis 1966 répond la multiplication de leurs terrains de culture. L'espace cultivé présente un aspect digité. Les champs s'alignent le long de toutes les principales pistes (cf. figure N°9). Certains sont désormais à près de 5 km du village; ils fixent souvent des abris de culture, mais les campements saisonniers sont rares. Le chef du village (ou son représentant) est venu voir le lieu choisi par l'exploitant, a fixé la limite du champ sur un de ses côtés (en général le long d'une piste), montré dans quelle direction il pouvait s'étendre, et désigné quelques points de repère latéraux. L'extension du terrain cultivé dans la direction laissée ouverte ne sera limitée que par la capacité de travail de l'exploitant, la présence d'autres champs ou celle de discontinuités naturelles. Cette faculté laissée aux exploitants d'étendre leurs parcelles au moins dans une direction explique que, même parmi ceux venus dès les années 1963-65, peu ont été amenés à demander l'attribution d'un nouveau terrain. Dans les clairières de culture qui jalonnent les pistes peuvent ainsi se succéder, de la piste vers la périphérie, des étendues récemment mises en jachère (parfois cédées à des nouveaux-venus), puis les parcelles en culture, et au loin les nouvelles défriches. La cession d'une partie d'un champ de brousse à un petit frère, neveu,, présenté au chef de village lorsqu'il a créé son enclos, ne nécessite pas, selon les usages Mossi, l'accord du groupe maître du sol. Couramment utilisée par les exploitants Mossi (mais non par les villageois et immigrants non Mossi: ils déplacent leurs champs tous les 4-5 ans), la technique de la "reptation" du terrain de culture -par abandon d'un côté et progression de l'autre- leur permet de le renouveler hors du contrôle des villageois. Associées, ces deux pratiques fondent l'apparente "boulimie" de terres -amplifiée par la vigueur des apports migratoires- qui caractérise le comportement des exploitants Mossi. En quelques années, de vastes clairières de culture se déploient, sous le regard -inquiété- des villageois. Un tel comportement est par ailleurs favorisé par les conditions pédologiques. La partie méridionale du territoire villageois offre souvent des sols agricoles relativement médiocres. Ils surmontent des cuirasses ou des niveaux gravillonnaires issus de leur démantèlement, ou bien ils recouvrent les produits d'une altération ancienne des granites sous-jacents dégagés des formations cuirassées qui

jadis les recouvraient. Gravillonnaires en surface dans le premier cas, sablo-argileux à sableux dans le second, ces sols sont légers et se laissent aisément cultiver; "les mauvaises herbes ne poussent pas beaucoup". Mais aussi "les bons rendements ne durent pas": les exploitants doivent très vite renouveler leurs terrains de culture.

Des vivres pour la consommation familiale

Les manoeuvres agricoles et quelques commerçants mis à part (ils ont toutefois aussi un champ), les immigrants Mossi viennent en premier lieu pour cultiver du mil. Ils quittent généralement leur précédent lieu de résidence peu avant le début des pluies (afin notamment d'utiliser sur place la dernière récolte). Mobilisés par la construction de cases, ils n'ont guère le temps de préparer des terrains étendus. Certains résident chez leur hôte pendant l'hivernage qui suit leur arrivée, l'assistent dans ses travaux agricoles, et se contentent d'une petite parcelle personnelle. Les autres cultivent les terres cédées par leur hôte autour de leur enclos. Dès l'année suivante, ils s'efforcent les uns de créer, les autres d'agrandir leur exploitation. Ils recherchent un lieu propice, soit à la périphérie de l'aire résidentielle, soit dans une "brousse" plus éloignée. Il est souvent proche d'un champ de leur hôte. Sauf si ce dernier leur confie une fraction de ce champ, ils demandent au maître du sol l'autorisation d'exploiter le terrain choisi. Les champs à l'écart de l'habitat deviennent la pièce maîtresse du système agricole des immigrants.

Les parcelles cultivées par les Mossi à proximité des enclos sont parfois minuscules (dans le quartier compact au bord de la route), et le plus souvent peu étendues. Elles sont consacrées principalement aux mils et sorghos (notamment par les nouveaux-venus), mais elles peuvent porter aussi du maïs, des condiments, de l'arachide et des pois.

Généralement très vaste (ou le devenant rapidement), le champ de brousse est pour sa part voué de façon privilégiée au sorgho blanc (souvent accompagné du haricot), destiné à la consommation familiale. Beaucoup moins représenté, le sorgho rouge (le plus apprécié pour préparer la bière de mil) est fréquemment cédé à des commerçants qui viennent de Bobo-Dioulasso. Selon les témoignages recueillis, de nombreux exploitants vendent régulièrement des céréales, mais souvent en faibles quantités (deux ou trois sacs); l'écoulement de mil auprès de parents fixés à Bobo-Dioulasso est sans doute plus important. Dans l'ensemble, les surplus vivriers apparaissent modestes, et leur commercialisation ne semble pas résulter d'un véritable choix économique. Les familles vendent ce qui leur reste de mil dès lors que la consommation familiale est satisfaite, ou bien elles retirent un peu de mil de leur grenier lorsqu'elles doivent faire face à des dépenses.

Sauf exceptions, ces familles attendent essentiellement de leurs champs qu'ils couvrent les besoins vivriers. Mais peu nombreuses sont celles qui n'ajoutent pas à leurs ressources vivrières des revenus monétaires issus d'autres activités liées à l'agriculture ou l'élevage, au commerce ou l'artisanat. A cet égard, deux catégories d'exploitants se distinguent: ceux dont les activités complémentaires présentent un

caractère délibérément rural -les plus nombreux, et ceux pour qui elles sont liées à la ville ou tournées vers elle.

De discrètes ressources non vivrières

Une quinzaine d'exploitants Mossi ne retirent que des sommes négligeables (moins de 1000 CFA) de la vente de produits agricoles (1), et n'exercent aucune autre activité complémentaire rémunératrice. Neuf d'entre eux sont présents dans le village depuis moins de deux ans et la plupart n'ont entrepris qu'une seule campagne agricole; ils réservent leurs efforts à agrandir leur exploitation, à améliorer leur habitat (cases supplémentaires, murs en seccos remplacés par des murs en banco). Un autre est manoeuvre agricole. Parmi les derniers, deux au moins ont un "frère" installé à Bobo-Dioulasso (l'un est fripier, l'autre tailleur) et en attendent sans doute quelques subsides en échange de mil. Au total, peu de migrants se contentent d'une simple économie vivrière d'auto-consommation.

Une des voies les plus fréquemment retenues pour se procurer des revenus monétaires est la mise en valeur de parcelles consacrées à des cultures commerciales. Un peu plus de la moitié des exploitants ont cultivé du sésame au cours de la précédente campagne agricole, et l'ont vendu aux individus (dont un Mossi) qui le collectent pour le compte de commerçants de Bobo-Dioulasso (2). Pour les quatre cinquièmes d'entre eux, les sommes obtenues sont faibles, inférieures à 2500 CFA. Bénéficiant depuis quelques années d'une hausse sensible de son prix d'achat, le sésame permet aux exploitants de tirer profit des terres récemment défrichées, sur lesquelles mils et sorghos ne donnent généralement que de médiocres rendements. Les nouveaux-venus (présents depuis un ou deux ans), c'est à dire ceux qui défrichent pour constituer leur exploitation, cultivent fréquemment du sésame (les deux tiers d'entre eux). Ils en obtiennent des revenus plus élevés que les migrants plus anciens: de 1000 à 4000 CFA pour deux sur cinq d'entre eux parmi les premiers, pour un sur six parmi les seconds.

Egalement caractéristique des nouvelles défriches mais nettement moins fréquent (un cinquième des exploitants), le coton est au contraire cultivé plutôt parmi les migrants plus anciens. Les revenus obtenus sont dans l'ensemble aussi modestes et dépassent rarement 2000 à 2500 CFA (mais un exploitant s'est procuré près de 250000 CFA grâce au coton cultivé sur une parcelle de 14 ha).

Au total, une dizaine d'exploitants, parmi lesquels peu de nouveaux-venus, obtiennent grâce au coton ou au sésame des revenus supérieurs à 5000 CFA,

1) Tous les revenus cités se fondent sur les déclarations des exploitants: ce sont au mieux des ordres de grandeur. Les questions posées étaient moins destinées à établir le niveau de ces revenus qu'à discerner des comportements économiques.

2) Deux collecteurs de sésame, travaillant pour le même commerçant de Bobo-Dioulasso, ont rassemblé en 1970 près de 90 sacs de sésame (six tines par sac, soit un peu moins de 100 kg), à raison de 3000 CFA par sac; ils bénéficient d'une ristourne de 100 CFA par sac.

témoignant d'une discrète option en faveur d'une économie agricole ouverte sur le secteur monétaire. La plupart ne pratiquent aucune autre activité rémunératrice.

Sous-produit de l'activité agricole, mais déjà tournée vers le marché urbain, la vente de bois est pratiquée en particulier par les nouveaux-venus, à l'instar de la culture du sésame. Avec les arbustes et branches abattus lors des défrichements, ils peuvent se procurer un peu d'argent pour acheter du mil et atténuer ainsi les difficultés liées à leur installation. Les revenus sont modestes mais non négligeables (le plus souvent de 1500 à 3000 CFA).

Une trentaine d'exploitants retirent l'essentiel de leurs revenus monétaires d'activités non agricoles qui leur rapportent quelques milliers de francs CFA (en général moins de 5000). Il s'agit d'activités à caractère traditionnel, fréquemment pratiquées dans les villages du pays Mossi: avant tout le tissage (une quinzaine d'exploitants), l'élevage et le commerce de moutons et volailles (huit exploitants), mais aussi le travail du cuir, de la paille, du fer. Pour l'essentiel, les produits de ces activités sont destinés aux autres villageois, Mossi ou non, et sont rarement acheminés vers Bobo-Dioulasso (sauf la volaille). Près des trois quarts de ces exploitants sont venus directement du pays Mossi.

Du mil en quantité suffisante pour la consommation familiale, quelques milliers de francs CFA provenant, soit de la vente de produits agricoles, soit d'activités complémentaires traditionnelles: tels sont, semble-t-il, les fruits de l'activité économique menée à Soumouso par environ les deux tiers des migrants, parmi lesquels la plupart de ceux venus récemment. Pour ces derniers, la collecte du bois et la culture du sésame sont dans une certaine mesure un sous-produit des efforts consacrés à la formation et l'agrandissement de leur exploitation. La place accordée par des migrants plus anciens au coton, lui aussi lié aux défrichements, dérive en quelque sorte du renouvellement des terrains de culture voués aux céréales. Sauf exceptions, les unes et les autres apparaissent le fruit d'activités "dérobées", menées à l'ombre de l'agriculture vivrière.

Mais pour une fraction importante des migrants l'économie rurale pratiquée à Soumouso est en partie tronquée. Elle ne peut être dissociée de la ville de Bobo-Dioulasso : là sont les sources de l'argent, en particulier parmi les migrants les plus anciens ou précédemment citadins. Pour eux, Soumouso n'est que le pôle vivrier de leur activité économique.

L'argent venu de la ville

Près d'une trentaine d'immigrants Mossi acquièrent grâce à des activités non agricoles des revenus monétaires qui tranchent avec les précédents, excédant toujours 5000 CFA. Souvent exercées dans la ville, ces activités sont orientées vers la clientèle urbaine. Commerçants (en tous genres) et tailleurs prédominent, mais il y a aussi un ou deux boulangers, maçons, réparateurs de vélos, transporteurs, salariés, et trois pensionnés. Les revenus (déclarés) dépassent rarement 25000 CFA.

Beaucoup de ces immigrants partagent un trait commun: ils ont séjourné à Bobo-Dioulasso et environ la moitié y résident toujours, soit en permanence, soit au moins pendant la saison sèche.

Tous cultivent à Soumouso. Non-résidents et résidents saisonniers font souvent appel pour l'entretien de leurs parcelles à des parents et surtout à des manoeuvres (sept d'entre eux ont versé à leurs manoeuvres des sommes supérieures à 10000 CFA). Ces exploitants se répartissent en fait en deux catégories difficiles à distinguer. Les uns sont des agriculteurs qui mettent à profit la proximité de la ville, une expérience professionnelle antérieure, leurs relations avec des citadins pour réserver la saison sèche à des activités à caractère urbain (parfois exercées en partie à Soumouso). Les autres sont des citadins, commerçants et artisans, qui mettent à profit l'hivernage et l'abondance des terres disponibles à faible distance de la ville (1) pour s'assurer les ressources en mil nécessaires à la consommation familiale. Les uns et les autres partagent ainsi un deuxième trait commun. Leur ambition économique à Soumouso s'inscrit essentiellement dans le secteur de l'autosubsistance vivrière. Seul un petit nombre d'entre eux recherchent dans l'agriculture (surplus vivriers, coton, sésame) un supplément notable de revenus (2).

. Un des exploitants illustre un des aspects -exceptionnel- que peut emprunter l'emprise de la ville sur la campagne. Par l'ampleur de ses ressources et son comportement tout à fait original, Kouka O. appartient à une "race" de véritables entrepreneurs Mossi que l'on observe ici où là, vivant généralement en ville mais tirant une bonne part de leurs revenus de la campagne (parfois éloignée)

Originaire de la région de Boussé, Kouka s'est installé en 1954 à Solenso (Département de Nouna) où il était agriculteur et commerçant. Il s'est fixé en 1960 à Bobo-Dioulasso, fondant une entreprise de transport (transport de passagers vers Nouna). Mais les bénéfices étaient trop maigres, et sa famille trop grande. Il a été obligé, dit-il, de cultiver pour mieux nourrir sa famille.

L'entreprise agricole mise peu à peu sur pied par Kouka comporte trois éléments géographiquement distincts

- Un vaste champ vivrier (mils, sorghos, maïs) de 8,5 ha à Sarakongo, village situé à près de 80 km de Bobo-Dioulasso (sur la route qui mène à Bondoukuy), où s'est récemment développé un important groupement d'immigrés Mossi. En 1969, ce champ a fourni environ 6 tonnes de céréales. Un des frères de Kouka est installé à Sarakongo avec sa famille, et surveille le travail des manoeuvres (4 manoeuvres rémunérés 18000 CFA pour la saison agricole, nourris, logés)

- Un champ de 14 ha à Soumouso, entièrement consacré au coton. La

1) Soumouso est toutefois situé à 35 km de Bobo-Dioulasso. Mettant à profit les nombreux va-et-vient entre le village et la ville, un immigré Mossi a créé une ligne de "taxi de brousse" reliant régulièrement l'un et l'autre.

2) Un des exploitants, résident saisonnier à Soumouso, possède une plantation de café dans la région de Daloa (Côte d'Ivoire), entretenue par trois de ses frères et leur famille. Chaque année, en saison sèche, il rend visite à ses frères et rapatrie les revenus de sa plantation.

récolte en 1969 a été de 8,3 tonnes, et le rapport monétaire de 260000 CFA. Deux fils de Kouka s'occupent de ce champ, assistés par des manoeuvres (5 à 6 en permanence pendant l'hivernage). Les conseils du moniteur d'agriculture sont assez mal suivis (semis en ligne, insecticides); tout le travail est fait à la daba. Kouka projette d'alterner régulièrement le mil et le coton dans ses champs de Sarakongo et Soumouso.

- Une parcelle d'un ha de rizière (avec la double récolte annuelle, le rendement est proche de 8 tonnes) dans le périmètre irrigué de la vallée du Kou, exploitée en son nom par un autre frère.

Pour sa part, Kouka réside en permanence à Bobo-Dioulasso où il possède une maison (il a quatre épouses) et gère son entreprise de transport (aidé par deux neveux maternels). Les bénéfices de celle-ci couvrent les besoins élémentaires de sa famille (vêtements, nourriture -sauf le mil) et les salaires des manoeuvres. Il se rend fréquemment (avec sa 2 CV) dans ses divers champs.

A Soumouso, son enclos est à l'écart du village (une case rectangulaire tôle pour ses fils, des cases rondes pour les manoeuvres). Kouka n'appartient à aucun des groupes Moss du village. Il s'est adressé lui-même au chef de village pour obtenir son terrain de culture.

Ce faible intérêt porté aux revenus monétaires agricoles est partagé par une autre catégorie d'exploitants. Près d'une quinzaine de migrants fixés à Soumouso reconnaissent la présence à Bobo-Dioulasso d'un parent proche, généralement un "frère". La plupart sinon tous appartiennent à des unités de production dédoublées: le surplus de mil produit par les uns à Soumouso et une partie de l'argent gagné par les autres dans la ville circulent en sens inverse au sein d'une même unité familiale. La moitié de ces migrants ne retirent aucun revenu monétaire significatif de leur activité agricole (deux se procurent un revenu supérieur à 2500 CFA).

Ainsi un groupe important d'exploitants -près de la moitié-, la récolte de céréales assurée, portent leur regard vers la ville et attendent d'elle l'essentiel de leurs revenus complémentaires. L'économie familiale se scinde entre un pôle vivrier, peu novateur, et un pôle monétaire relativement actif qui se définit par rapport à la ville. Quel que soit leur lieu de résidence, ces immigrants fondent en définitive l'amélioration de leurs ressources sur un dédoublement géographique de leurs activités et une meilleure utilisation du temps. Ils élaborent ainsi un mode particulier de relations entre la ville et la campagne environnante, faites d'alternances saisonnières: les citadins vont dans le village en hivernage (eux-mêmes ou par le biais de parents ou manoeuvres cultivant pour eux), les ruraux travaillent dans (ou pour) la ville en saison sèche.

QUEL DEVENIR ?

Face à l'afflux des immigrants, une inquiétude des villageois Tiefo est déjà perceptible sur le devenir de leurs terres, de leur capital foncier. Les exploitants

Mossi détruisent-ils la brousse, ainsi que le suggère la multiplication de vastes clairières de culture en extension ? A partir du prêt initial d'un terrain par un villageois, chacune est l'effet conjoint, d'une part de comportements agraires (une agriculture extensive, la "reptation" des champs), d'autre part d'un comportement social (l'insertion initiale fréquente des parcelles des nouveaux arrivants dans un terrain cédé par leur hôte). Mais les clairières de culture s'étendent et se multiplient d'autant plus rapidement que les apports migratoires annuels sont importants. De 1967 à 1969, 20 à 25 familles Mossi se sont fixées chaque année à Soumousso, soit 150 à 200 personnes, dont la moitié ont plus de 15 ans. A raison d'un peu moins d'un hectare cultivé par actif (valeur usuelle au pays Mossi), on peut estimer à 60-80 hectares l'étendue des terres supplémentaires cultivées chaque année par les nouveaux-venus. Des terres que ces derniers voudront -devront- renouveler régulièrement. La fraction du territoire villageois ouverte aux exploitants Mossi ne saurait durablement faire face à une telle ruée sur les terres. Les apports migratoires futurs pourront-ils être contenus par les villageois ou/et par les migrants déjà présents ?

Le village draine deux catégories d'immigrés qui se distinguent en particulier par deux facteurs, en partie entrecroisés: les objectifs qu'ils poursuivent, les modalités géographiques et sociales de leur implantation. Les problèmes posés sont également distincts.

Témoins d'un reflux urbain ou d'une emprise croissante de la ville sur le territoire villageois, certains exploitants Mossi (mais aussi nombre d'autres d'ethnies diverses) résidaient auparavant à Bobo-Dioulasso; beaucoup continuent de le faire toute l'année (leur enclos est occupé par des parents, des manoeuvres) ou au moins en saison sèche. Leur effectif demeure modéré mais s'accroît peu à peu. Une partie d'entre eux se rassemblent près du village, dans un des groupements socio-résidentiels constitués (groupe D). Les autres se sont insérés individuellement dans le village; ils ont sollicité un terrain de culture directement auprès de l'un ou l'autre groupe lignager Tiefo. Ils ne se relient pas aux groupements Mossi, et ils résident souvent à l'écart. La plupart ont quitté le pays Mossi depuis plus ou moins longtemps: ils n'attirent guère de nouveaux arrivants.

Isolés ou non, tous ne recherchent à Soumousso qu'un complément de ressources vivrières. La ville demeure le principal pôle de leur vie économique, et pour beaucoup (non résidents ou résidents saisonniers) également de leur vie sociale. Pour ces exploitants, le village n'est qu'un grenier à mil. En se multipliant, ils peuvent transformer peu à peu le territoire villageois (et de façon plus générale, la campagne qui environne Bobo-Dioulasso) en un vaste terrain de parcours des champs vivriers de citadins (Mossi ou autres) (1). Le village deviendrait un élément

1) Sous réserve d'un apport migratoire accru à partir du pays Mossi au cours des prochaines années, la situation observée actuellement à Ouara en serait-elle une prémisse ? près des trois quarts des exploitants Mossi résidaient auparavant à Bobo-Dioulasso (ou ses environs).

périphérique de l'espace urbain. Toutefois, face à des demandes individuelles de terres, les villageois disposent d'une arme efficace: ils peuvent refuser l'attribution ou le renouvellement d'un terrain de culture.

Les autres immigrés Mossi sont souvent venus directement de leur village natal. A la dispersion géographique et l'émiettement social des exploitants précédents (groupe D mis à part) fait place une puissante dynamique socio-familiale: elle rassemble les immigrés au sein de groupes plus ou moins structurés autour d'un *kasma*. La mise en oeuvre de cette dynamique a d'importants effets.

Le *kasma*, et de façon plus générale l'hôte, peut héberger certains des nouveaux-venus pendant un ou deux ans: ces derniers demeurent "invisibles" aux villageois. Il installe les autres à ses côtés, leur cède une partie de son champ de village puis de son champ de brousse. S'il les présente au chef de village ("mon frère, mon neveu ... m'a rejoint"), les premières phases concrètes de leur implantation dans le village (création d'un enclos, premières parcelles cultivées) s'effectuent sous son couvert. Il est un écran, et d'une certaine façon il permet aux nouveaux arrivants de s'installer de façon "dérobée". Le nouveau-venu n'entrera directement en contact avec les villageois que lorsqu'il souhaitera un peu plus tard défricher un terrain de culture à l'écart de celui de son hôte, et devra nécessairement solliciter l'accord du maître du sol. Les villageois ne "découvrent" l'ampleur des flux migratoires d'une année -en terme de nouvelles familles installées ou de nouvelles surfaces exploitées- qu'avec un certain retard. De fait, leur contrôle sur les apports migratoires annuels, et leurs effets au plan foncier, est neutralisé.

Mais par ailleurs, le *kasma* ne maîtrise guère la dynamique sociale qui s'est engagée autour de lui.. Celle-ci est d'autant plus impérieuse qu'une installation à Soumousso apparaît, pour les individus venus du pays Mossi -en particulier aides-familiaux ou jeunes chefs d'exploitation-, comme une opportunité nouvelle permettant de surmonter les multiples problèmes, notamment dans le domaine agricole, que le village natal fait naître. Comment refuser d'accueillir, d'aider le petit frère, le neveu, le gendre ... en difficulté. Colporté par la rumeur et les visites dans les deux sens, le succès de l'implantation des premiers immigrants lors des années 1963-65 -le fait qu'ils ont obtenu des "terres vastes et bonnes"- a exercé un puissant appel auprès des membres de leurs familles au pays Mossi. Ces derniers lui ont répondu en grand nombre dès 1966-67. Le *kasma* peut difficilement rejeter les liens familiaux, écarter ses responsabilités lignagères. Par ailleurs, sa position sociale face aux villageois, aux autres groupes d'immigrés, se fortifie à mesure qu'il est la "tête" d'un nombre accru de familles. D'un coté, les villageois sont désarmés face aux apports migratoires, de l'autre les cadres sociaux Mossi sont débordés par ces derniers ...

Par ailleurs, les premiers sont en quelque sorte "piégés" par la réputation des champs de brousse, -contraire à leurs usages: elle permet aux exploitants Mossi de repousser une nouvelle demande d'attribution d'un terrain. Plusieurs vastes clairières de culture se sont déjà constituées autour des champs attribués aux premiers

immigrés, et elles ne cessent de s'étendre en direction du Sud et du Sud-est. Elles colonisent des parties du territoire villageois depuis longtemps délaissées par les exploitants Tiefo: notamment parce que, en raison de leur faible effectif, ils n'en avaient pas l'usage, et que les sols y sont parmi les moins attractifs. Par contre, les Mossi sont séduits par la "grande" brousse et redoutent peu la médiocrité des sols. Ils peuvent étendre leur champ chaque année et ainsi le renouveler peu à peu. Ils se donnent en outre la possibilité d'accueillir des nouveaux arrivants en leur cédant la fraction du champ mise en jachère. Cette progression des terrains cultivés par les Mossi risque de ne prendre fin que lorsqu'ils atteindront les limites du territoire villageois. L'éloignement fait craindre par ailleurs que des familles Mossi fixent leur enclos, peut-être d'abord uniquement pendant la saison agricole puis en permanence, à l'intérieur de leur champ -une telle dispersion de l'habitat est tolérée par les villageois pour les exploitants, Mossi ou autres, relevant du mouvement de reflux urbain. Selon la "puissance" sociale du premier venu, une nouvelle aire résidentielle pourrait se développer, avec son essaim d'enclos et leur ceinture de champs de village. Cultivée plus ou moins en permanence, cette aire échappera de fait à tout contrôle foncier, et ouvrira aux exploitants Mossi des terrains de culture auparavant trop éloignés.

Les deux courants migratoires qui convergent à Soumousso soulèvent des questions différentes. L'un est pluri-ethnique, socialement peu structuré: chaque migrant négocie directement avec les villageois les conditions de son implantation. Il est discret en raison de la dispersion des fermes et enclos, des campements de culture. Mais il relève d'une logique économique largement extérieure au village et dont les villageois ne profitent guère (des "cadeaux" lors de l'attribution d'une parcelle, après la récolte). A défaut d'être suffisamment contrôlée, l'agriculture vivrière "prédatrice" mise en oeuvre par les citadins pourrait devenir une lourde menace pour l'avenir du village.

Le second, exclusivement Mossi, est dominé actuellement par des processus socio-géographiques qui, engagés autour des premiers arrivants, animent une rapide extension de l'aire résidentielle et le déploiement de vastes clairières de culture. Il présente un caractère collectif où il puise un dynamisme -nourri par les difficultés de vivre au pays Mossi, que les villageois ne savent guère affronter avec les moyens dont ils disposent. L'installation de ces immigrés à Soumousso est-elle légitime ? les éléments de réponse débordent largement le cadre du village. Elle pourrait être pour ce dernier, dans certaines conditions, la source d'une nouvelle vitalité démographique, économique, sociale. Que feront demain les nouveaux-venus d'aujourd'hui ? Se contenteront-ils de l'agriculture traditionnelle, certes plus prospère, que leur proposent certains de leurs prédécesseurs ? Se laisseront-ils en grand nombre tenter par les possibilités que leur offre la ville pour gagner de l'argent ? Une voie intermédiaire, ne paraît s'ouvrir que dans deux directions complémentaires: le développement d'activités agricoles soit pour la ville (vente de produits vivriers divers, petit élevage) soit "commerciales" (coton, sésame); l'essor

d'activités à caractère urbain (menuisier, meunier, réparateur de vélos, maçon,...) destinées à la clientèle villageoise. Une telle économie rurale permettrait, à l'inverse du courant migratoire précédent, de valoriser sur place les principaux atouts du village: de vastes terres, la proximité d'une grande ville et d'un marché vivrier urbain, l'animation commerciale et artisanale que peut faire naître le rassemblement de nombreux individus. Une des conditions, impérative, est qu'un tel progrès au minimum préserve le devenir des villageois, ou -mieux- qu'ils y soient associés.

Annexe 1. Les motifs de la migration. Exemples de réponses

1) *Migrations urbaines détournées. Reflux urbain.*

- Originaire de la région de Nanoro; venu à Soumouso vers 1958

De passage à Bobo-Dioulasso en me rendant en Côte d'Ivoire, j'ai appris que beaucoup de Mossi travaillaient dans la région à couper du bois. Revenu dans mon village, je suis rapidement reparti avec l'intention de couper le bois et de le vendre pour gagner de l'argent. Je me suis installé d'abord près de Noumoudara, mais la brousse était trop éloignée. Je suis venu à Bobo-Dioulasso et j'ai été recruté par un Peul malien qui faisait le transport et le commerce du bois. C'est en travaillant pour lui que j'ai appris à connaître Soumouso, où la forêt est grande et le bois abondant. J'ai travaillé pour le même patron pendant près de dix ans, mais voyant que je ne gagnais pas grand chose, j'ai essayé de couper le bois pour mon propre compte et je me suis fixé à Soumouso. Mais je ne gagnais pas plus. Alors j'ai préféré cultiver, car la culture est meilleure que tout.

- Deux frères, célibataires, venus de la région de Nanoro en 1968, installés à coté de leur oncle maternel

Nous sommes venus à Soumouso pour trouver du travail et gagner de l'argent. Au pays Mossi, on ne peut pas gagner de l'argent. D'abord il est difficile de trouver du travail, et surtout il est honteux de travailler dans les champs des voisins, et ceux qui le font risquent de perdre leurs amis. Par contre, hors du pays Mossi, on peut faire n'importe quel travail.

Ici nous ne cultivons pas pour nous mêmes. Nous aidons notre oncle pendant l'hivernage, et nous travaillons aussi chez les autres Mossi. Mon petit frère est par ailleurs boulanger; en outre, il va ramasser le bois dans la brousse. C'est notre oncle qui s'occupe de nous, et nous nourrit. Nous sommes partis cette année rendre visite à notre père; nous lui avons remis 5000 CFA pour qu'il paie ses impôts.

- Originaire de la région de Koudougou, venu de Bobo-Dioulasso en 1967

Je suis parti en Côte d'Ivoire, croyant gagner de l'argent. J'ai été bûcheron pendant cinq ans près d'Agboville; mais je n'ai rien trouvé. J'ai voulu retourner dans mon pays. Au retour je me suis arrêté à Bobo-Dioulasso, et je me suis installé comme tailleur. Mais mon commerce a fait faillite; il me manquait même l'argent pour rentrer au pays Mossi. Je suis venu à Soumouso pour la culture.

- Originaire de Kindi, venu de Bobo-Dioulasso en 1969

J'ai quitté le pays Mossi avec mes deux femmes et mes enfants et je suis allé dans la région de Bongouanou en Côte d'Ivoire. Je cultivais du riz et du maïs. J'ai réussi à gagner une somme de 300000 CFA. Alors j'ai décidé de revenir dans mon pays. Craignant les jaloux et les malfaiteurs au pays Mossi, je suis resté à Bobo-Dioulasso et j'ai fait le commerce de farine et de cigarettes. J'ai construit une grande concession qui m'a coûté 210000 CFA. Peu de temps après, lors d'un lotissement, on a fait passer une route sur ma concession, sans me dédommager ou me donner un autre terrain. Depuis les soucis me menacent. Je me suis rendu au Ghana pour acheter des marchandises. Lorsque je suis arrivé à la douane voltaïque, ma marchandise a été prise, et j'ai été taxé pour une somme de 450000 CFA que je ne pouvais pas payer. Je suis resté deux semaines auprès des douaniers mais en vain. Les douaniers ont vendu mes marchandises aux enchères. J'étais très découragé, mais je n'ai pas voulu retourner dans mon village les mains vides. Je me suis réfugié à Soumouso pour tenter la culture.

- Originaire de la région de Koudougou, non résident

Agé de 19 ans, j'ai quitté le pays Mossi pour apprendre un métier. J'ai réparé les vélos à Bobo-Dioulasso pendant un an. Puis je suis parti en Côte d'Ivoire; j'ai été mécanicien à Bouaké pendant trois ans. J'ai gagné l'argent pour acheter le matériel nécessaire pour les réparations. Je suis revenu exercer ce métier à Bobo-Dioulasso. Je suis devenu l'ami de Boucary K., qui ensuite s'est installé à Soumouso. Comme je manquais de nourriture pour ma famille, Boucary m'a aidé à

chercher un terrain pour cultiver. J'ai construit un enclos à Soumousso où résident mes deux petits frères que j'ai fait venir du pays Mossi, et les deux manoeuvres permanents que j'ai engagés. Ils s'occupent de mes champs. Je réside toujours à Bobo-Dioulasso où je continue à faire de la mécanique. Je possède une 404 bâchée qui fait le transport des passagers entre Soumousso et Bobo-Dioulasso. Je fais aussi le commerce de la kola.

2) *Migrations à objectif agricole*

- Venu de la région de Kokologo en 1970

Au pays Mossi, je cultivais avec mon père. Mais notre famille était trop grande, et le mil ne suffisait pas. Alors mon père a vendu les animaux et les vélos; mais nous étions toujours en famine. J'ai demandé à mon père son accord pour que je trouve une bonne forêt où je pourrais mieux cultiver, et aider ceux qui sont au village. C'est pourquoi j'ai quitté le pays Mossi et rejoint mon oncle maternel à Soumousso. J'ai obtenu un terrain et je suis en train de le préparer. Dès que mon enclos sera construit, je retournerai au village pour chercher mes épouses et mes frères; ils m'aideront à cultiver.

- Venu de la région de Samba en 1967

Au pays Mossi, les terres sont vieilles et ne produisent plus. Mais je l'ai quitté également parce que je voulais plus de liberté. Je cultivais avec mes grands frères. Je ne mangeais pas assez; et je ne pouvais pas faire ce que je voulais avec le mil de mon champ personnel.

Venu de la région de Samba en 1968

Mon père avait quitté Pilimpikou il y a longtemps pour s'installer à Batono. Quand je suis revenu au village, les champs de mon père étaient occupés. Ceux que l'on m'a donnés étaient de très vieux champs et produisaient mal; ils étaient aussi trop petits. Ils m'obligeaient à être en famine chaque année. Car si les gens entendent dire qu'à Pilimpikou il y a de la bonne terre, elle n'est pas à tout le monde; elle appartient à différentes familles qui, chacune, ne veut plus céder ses terres aux autres. Je suis venu à Soumousso parce que mon grand frère, déjà installé, m'avait dit que je pourrais trouver de la place.

- Venu de la région de Kindi en 1967

Après la mort de leur père, son frère (également présent à Soumousso) et lui ont voulu récupérer une parcelle que leur père avait cultivée, mais qui était occupée par un voisin. Les autres villageois ont comploté contre eux et, par jugement, le Commandant du Cercle a donné la parcelle au voisin. De telle sorte que leur famille n'avait plus assez de terres pour cultiver. C'est pourquoi ils sont partis à la recherche de bonnes terres.

- Venu de la région de Samba en 1964

J'ai fui le pays Mossi parce que j'ai une grande famille et que chaque année il me manquait du mil

- Venu de la région de Kokologo en 1968

Mon père était décédé, et je n'avais pas de bonne terre pour cultiver; je n'arrivais pas à nourrir ma famille. C'est pourquoi j'ai quitté le pays Mossi à la recherche d'un endroit où il y a de la bonne terre.

3) *Migrations à caractère socio-familial*

- Venu de la région de Yako en 1967

Mon épouse a eu de nombreux avortements, et plusieurs de ses enfants sont morts. Elle même est devenue souvent malade. J'ai préféré m'éloigner afin de préserver sa vie

- Originaire de la région de Koudougou, venu en 1970

J'étais tailleur au Mossi. Chaque fois que mes deux épouses avaient des enfants, ces derniers mouraient. Finalement, je voyais que mes épouses et moi allions également mourir. Très

découragé, j'ai quitté mon village. Depuis j'ai eu plusieurs enfants qui vivent. Je pense que mes malheurs au village c'était la jalousie ou la sorcellerie.

- Venu de la région de Samba en 1968

J'avais eu une première épouse il y a cinq ans; elle m'a été volée. J'ai eu une deuxième épouse qui était très jeune. Pour éviter qu'on ne la vole et que je reste à nouveau sans épouse, j'ai demandé à mon père l'autorisation de partir.

- Venu de la région de Kindi en 1968

Ma femme est très jeune, et elle voulait sans cesse s'évader. Pour éviter qu'elle ne parte, j'ai préféré quitter le pays Mossi

- Venu de la région de Nanoro en 1967

J'ai volé une femme au pays Mossi. De peur que l'on me l'arrache, j'ai préféré fuir.